

Pierre Foglia > Des lièvres et des wapitis page A5




**La Presse**  
cyberpresse.ca

Yves Jacques

Tout petit la planète  
Cahier Arts+Spectacles, page C1

La Presse au GP d'Espagne  
Le temps file pour Villeneuve  
Cahier Sports, page S5

MONTRÉAL JEUDI 1<sup>er</sup> MAI 2003 LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE 119<sup>e</sup> ANNÉE > NO 188 > 64 PAGES > 6 CAHIERS 65 € TAXES EN SUS EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > GATINEAU-OTTAWA > 70¢

# Seconde fusillade à Falloujah



Photo AP ©

Un homme vient de s'écrouler après avoir été atteint par les tirs des soldats américains, hier à Falloujah.

## « Est-ce le genre de démocratie que les États-Unis veulent nous apporter ? »



« EST-CE LE GENRE de démocratie que les États-Unis veulent nous apporter ? Ils ont tiré sur des gens qui n'avaient même pas de fusils ! Saddam était terrible, mais jamais on n'a vu un tel carnage dans nos rues ! Jamais ! »

Nous venons à peine de descendre de la voiture dans la rue principale de Falloujah, une ville située à une soixantaine de kilomètres à l'ouest de Bagdad, quand un attroupement s'est formé autour de

nous. Des hélicoptères noirs vrombissaient au-dessus de nos têtes en volant à basse altitude, les soldats américains devant leur quartier général paraissaient très nerveux et tout le monde nous parlait en même temps.

Nous voulions nous rendre à l'école où une fusillade aurait fait 13 victimes lundi, selon les témoins irakiens, mais nous avons finalement compris que nous venions de débarquer en plein nouveau drame. Dix minutes avant notre arrivée, les soldats américains ont encore tiré sur des manifestants. Cette fois, il y a eu au moins trois morts et une quinzaine de blessés. « Regardez ! Regardez ! » Les hommes nous ont emmenés jusqu'à une intersection où se trouvait une grande flaque de sang encore fraîche près de la vitrine d'un marchand de fruits. Un homme tenait dans sa main un morceau de tissu humain. « Un morceau de cerveau », a dit quelqu'un dans la foule.

Selon les informations fournies du côté irakien et américain, il semble qu'un convoi de cars de l'armée soit passé dans la rue au moment où un millier d'Irakiens manifestaient pour protester contre la fusillade de lundi soir. Qui a tiré le premier ? Les Irakiens jurèrent que personne ne portait d'arme hier matin. « C'était une manifestation pacifique pour condamner la mort des 13 civils lundi, nous n'avions pas de fusils ! » a lancé un homme. « Les Américains doivent quitter notre ville, nous voulons avoir un gouvernement choisi par le peuple ! » a dit un autre. « Nous allons résister et tirer sur eux s'ils tirent sur nos enfants ! » a rugi un autre. Mais selon le Commandement central américain, au Qatar, les soldats américains n'avaient fait que répliquer à des jets de pierre et à des tirs.

Voir FUSILLADE en A4

# Berri transformée en Champs-Élysées

FRANÇOIS CARDINAL

La Ville de Montréal entend faire de la rue Berri une sorte de Champs-Élysées montréalais.

« Nous nous retrouvons aujourd'hui à un moment important où les conditions nécessaires à l'émergence d'un quartier des spectacles sont réunies », écrivent les fonctionnaires municipaux dans un récent « document d'orientation » obtenu par *La Presse*.

On y apprend notamment que la Ville souhaite profiter de cette proposition faite par l'ADISQ pour reconfigurer de façon substantielle la rue Berri, dans le Quartier latin, de telle sorte que cette artère devienne un des principaux axes de Montréal et du Quartier des spectacles. « Avec l'arrivée de la Grande Bibliothèque du Québec (GBQ), on se sent interpellé pour améliorer la configuration de la rue Berri », confirme Cameron Charlebois, directeur général adjoint de la Ville.

Du côté ouest de la rue nouvellement aménagée se retrouverait la GBQ, à laquelle serait greffé un tout nouveau musée consacré aux arts du spectacle. Entre les rues Saint-Hubert et Saint-Denis, à la hauteur de la rue Ontario, on construirait la Cité étudiante internationale, cette résidence universitaire imaginée par le maire Gérald Tremblay.

En outre, on souhaite réaménager la rue et son mobilier urbain en élargissant les trottoirs de chaque côté et en plantant de nombreux arbres entre les rues Ontario et Sainte-Catherine, principalement. Différentes esquisses circulent d'ailleurs à l'heure actuelle, en attendant que l'administration arrête son choix.

Voir BERRI en A4

# Nouveau plan de paix pour le Proche-Orient

## Israéliens et Palestiniens étalent leurs profondes divergences

d'après AFP, AP et La Presse

RAMALLAH, Cisjordanie — La communauté internationale a lancé hier un nouveau plan de paix pour résoudre le conflit israélo-palestinien, malgré un attentat suicide qui a fait trois victimes à Tel-Aviv, outre son auteur, et la mort de quatre Palestiniens dans les territoires occupés.

Israéliens et Palestiniens ont aussitôt révélé de graves divergences quant à l'interprétation qu'ils font de ce plan de paix, appelé « feuille de route ».

Cette « feuille de route », élaborée par le Quartette (États-Unis, ONU, Russie et Union européenne) sur le Proche-Orient, a été remise séparément au premier ministre israélien Ariel Sharon et au nouveau premier ministre palestinien Mahmoud Abbas.

Voir PROCHE-ORIENT en A4

**MON CLIN D'OEIL** STÉPHANE LAPORTE  
Le danger est passé, Toronto est officiellement redevenue une ville plate.

**AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE**

Bandes dessinées	E2	Monde	A8, A9, A12
Bridge	E7	Mots croisés	E2
Décès	E6, E7	Mot mystère	E2
Êtes-vous observateur	E4	Petites annonces	
Feuilleton	E2	- immobilier	E4, E5
Forum	A10, A11	- marchandises	E5
Horaires spectacles	C5	- emploi	E5
Horaires télévision	C2	- automobile	E5 à E8
Horoscope	E5	- affaires	D4
Loteries	A12	Quoi faire	C6

**MÉTÉO** Voir page S16  
Averses en après-midi  
Maximum 7, minimum 1

6 21924 98765 1

# Le « trou budgétaire » atteint 4,3 milliards

## Les subventions aux entreprises pourraient être sabrées

DENIS LESSARD

QUÉBEC — C'est finalement un peu plus de 4,3 milliards d'encre rouge que devra éponger le premier budget du gouvernement Charest prévu pour le début du mois de juin. Et, pour au moins 3,3 milliards, le nouveau ministre des Finances, Yves Séguin, devra trouver des solutions qui sont loin d'être évidentes, prévient l'ancien vérificateur général du Québec, Guy Breton.

Avec son budget du 11 mars, le gouvernement Landry avait « fait un pari de trois milliards sur le fait qu'il réussirait à trouver des solutions dans l'année pour atteindre ses objectifs », a expliqué M. Breton lors d'une séance d'information sur son rapport rendu public hier.

Lorsqu'elle a déposé son budget le 11 mars, la ministre Pauline Marois avait dans sa manche un projet



L'ex-ministre des Finances, Pauline Marois, a vivement répliqué au rapport de l'ex-vérificateur général, Guy Breton.

de hausse de 100 \$ de l'immatriculation automobile et une importante vente de biens des sociétés d'État, notamment, qui lui permettaient de présenter un budget équilibré.

Hier, commentant le rapport qu'il avait commandé, le premier



Photos PC ©

ministre Jean Charest a soutenu que son gouvernement allait « tout faire » pour déposer un budget équilibré, sans hausse d'impôt ni augmentation de tarifs.

« On a une très grosse commande de 4,3 milliards », a déclaré M. Charest.

« L'objectif du budget sera de stabiliser la situation », a-t-il précisé hier, soulignant que ce n'est qu'au budget du printemps 2004 que les baisses d'impôt de un milliard par année allaient commencer à s'appliquer, tel que promis.

Le budget de Mme Marois « a délibérément caché des choses, gonflé des revenus, fait que certaines dépenses ne soient pas connues », a dit M. Charest, qui a donné en exemple la majoration des droits d'immatriculation qui, sur une année complète devait faire entrer 467 millions dans les coffres de Québec. « Ils n'ont pas joué franc jeu », a-t-il déclaré. Jacques Parizeau avait fait un exercice similaire après avoir pris le pouvoir en 1994, mais sans avoir recours à l'expertise d'un observateur externe.

Voir TROU en A4  
Autres textes en D1 et D5

**lunettes progressives** à partir de **99\$** (verres + monture)  
Voir détails et sélection en succursale

**GREICHE SCAFF**  
OPTOMÉTRISTES  
www.greiche-scaff.com

**Plan de protection**  
Contre les bris, la perte ou le vol.  
voir détails en succursale

**PARTOUT AU QUÉBEC**

Examen de la vue  
Vaste choix de montures signées  
**(514) 336-4444**  
Sans frais 1 877 667-2020

# SRAS : LA DÉFENSE



Des experts en santé environnementale de l'OMS se sont rendus à Hong Kong pour enquêter sur une éventuelle responsabilité de l'environnement dans la transmission du SRAS. Pour ce faire, les représentants de l'agence onusienne ont visité hier le complexe résidentiel Amoy Gardens (ci-dessus), durement touché par le virus.

Photo AFP

## Des experts font un constat troublant

Certaines personnes atteintes du virus ne présentent pas de symptôme apparent

Presse Canadienne

TORONTO — Des tests canadiens de dépistage du coronavirus qu'on croit responsable du syndrome respiratoire aigu sévère ont donné lieu à un constat curieux, sinon troublant : une proportion significative de gens chez qui on n'avait pas diagnostiqué le SRAS ont eu des résultats de tests positifs, a révélé un scientifique réputé devant un congrès international sur la maladie, hier.

Tandis que les participants à la conférence de deux jours, qui se tient à Toronto, se sont efforcés d'éclaircir un tant soit peu le mystère entourant la maladie, celle-ci a fait deux nouvelles victimes dans la ville, hier.

Les autorités ontariennes ont annoncé que deux hommes sont décédés — l'un de 39 ans, l'autre de 72 ans —, ce qui porte le bilan total des victimes canadiennes à 23. La victime âgée de 39 ans n'avait pas de problème de santé préexistant. La plupart des personnes ayant succombé au SRAS au Canada souffraient d'autres maladies et étaient d'un âge avancé.

Le laboratoire national de microbiologie de Winnipeg a constaté la présence du coronavirus chez 14 % des quelque 550 personnes qui étaient en observation pour le SRAS, mais dont l'état n'a jamais correspondu aux critères de définition des cas de SRAS, a déclaré le docteur Frank Plummer, qui est directeur scientifique du laboratoire.

Certains avaient été exposés à un cas de pneumonie atypique ou avaient voyagé dans des régions touchées ; d'autres pas, a dit le Dr Plummer aux scientifiques et représentants des autorités de la santé et des gouvernements du Canada, des États-Unis, du Mexique, de Grande-Bretagne et d'Asie qui assistent à la conférence.

### Coronavirus responsable ?

Bien que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Centre américain de contrôle de la maladie (CDC) maintiennent que le nouveau coronavirus est responsable du SRAS, le Dr Plummer demeure sceptique. Ses chercheurs ne trouvent la trace du virus que dans environ 40 % des échantillons de Canadiens diagnostiqués comme des cas probables de SRAS et dans environ 30 % des cas suspects, a-t-il dit.

Mais c'est le groupe des 14 % de cas « ni probables, ni suspects » qui suscitait l'intérêt de l'auditoire, hier. « Il nous faut comprendre ce que cela signifie », a insisté le Dr Plummer.

Un représentant du CDC d'Atlanta, le docteur Stephen Ostroff, a admis que les résultats de tests effectués par son organisme s'avèrent également troublants. Sur 20 cas probables et 40 suspects de SRAS, le coronavirus n'était présent que dans six des premiers et dans aucun des seconds, a-t-il dit.

Le ministère fédéral de la Santé a convoqué cette conférence pour faire le point sur ce qu'on sait du SRAS, chose que tous ceux qui ont participé à la lutte contre la maladie ont dit avoir eu de la difficulté à faire dans le feu de l'action.

## Journée sombre en Asie

Associated Press

PÉKIN — La journée d'hier a été sombre sur le front de la lutte contre l'épidémie de pneumopathie atypique, qui a encore fait 21 morts en Asie, tandis que les hôpitaux de Pékin étaient débordés et que des recrutes étaient signalés à Hong Kong.

Le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) a fait au moins 376 morts depuis novembre et infecté plus de 5400 personnes dans une vingtaine de pays du monde. Le plus durement affecté est la Chine, épicentre de la maladie, où 11 décès (159 morts au total) ont été recensés hier, dont neuf à Pékin.

Le maire de la ville, Wang Qishan, nommé la semaine dernière, le précédent ayant été limogé pour sa mauvaise gestion de la crise, a reconnu que la situation « restait grave » et que les 21 hôpitaux de la capitale chargés du SRAS manquaient de lits. Assurant que les autorités tenaient

à éviter « la panique » de la population, il a démenti les rumeurs de prochain bouclage mais a estimé que la semaine à venir serait « d'une importance cruciale ».

Sur les 166 nouveaux cas de pneumopathie atypique signalés hier en Chine continentale, plus de la moitié l'ont été dans cette métropole de 13 millions d'habitants, qui a enregistré un total de 1448 cas et placé 8924 personnes en quarantaine.

### Inquiétudes à Hong Kong

Et les nouvelles de Hong Kong ne sont guère de nature à rassurer. Les autorités, qui ont signalé sept morts supplémentaires hier (157 au total) mais ont constaté une baisse des nouveaux cas récemment, se sont déclarées « très inquiètes » de la recrudescence de 12 personnes que l'on croyait guéries. Pour le microbiologiste Malik Peiris de l'Université de Hong Kong, « ce n'est pas bon », mais peu surprenant

puisque l'on connaît très mal le virus responsable du SRAS.

Taiwan, malgré deux morts hier, se montrait plus optimiste. Le ministère de la Santé estime pouvoir « contenir le SRAS dans les deux mois » à condition de maîtriser la situation dans les deux hôpitaux infectés et que de nouveaux cas ne viennent pas de Hong Kong ou de Chine.

Singapour a signalé un mort (25 au total), et la Malaisie a de son côté déclaré la mort du patient d'un hôpital psychiatrique considéré comme un cas suspect de pneumopathie atypique. Un autre homme présentant des symptômes similaires est déjà décédé dans cet établissement.

En Inde aussi, le SRAS continue son chemin, avec neuf nouveaux cas, soit 19 en tout dans un pays d'un milliard d'habitants où les autorités redoutent particulièrement les ravages que causerait une épidémie.

## L'ASEAN et la Chine ont fait passer leur message

Agence France-Presse

BANGKOK — L'Asie du Sud-Est et la Chine ont globalement réussi à faire passer le message de leur détermination à combattre ensemble la pneumopathie atypique même si elles sont restées vagues sur des actions concertées, ont estimé les experts hier au lendemain du sommet des chefs d'État et de gouvernement.

« C'a été une bonne opération de relations publiques », estime un diplomate occidental, « une manifestation de responsabilité ».

Les dirigeants de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) ont décidé de convoquer ce sommet exceptionnel, et d'y associer la Chine, « pays clé » dans la propagation de l'épidémie, afin de rassurer la planète sur leur mobilisation à l'heure où le tourisme, le commerce et l'emploi flanchent en Asie en raison des craintes associées au mystérieux virus.

### L'OMS satisfaite

L'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui avait rencontré les leaders au début de leur sommet, s'est dite très satisfaite. « C'est extrêmement encourageant de voir l'engagement au plus haut niveau (de ces pays) à combattre la maladie, qu'ils aient décidé de se tenir les coudes et d'uniformiser leurs mesures », a déclaré Bjorn Melgaard, responsable de l'OMS à Bangkok.

« De la théorie à la pratique, il faudra un peu de temps », concède John Koldowski, responsable à la Pacific Asia Travel Association, mais l'Asie du Sud-Est et la Chine « ont fait un pas dans la bonne direction ».

Le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), poursuit-il, est « un monstre à double face ». « D'une part, il faut répondre à la peur des consommateurs et restaurer la confiance, d'autre part il faut contenir la maladie tout en cherchant des traitements. Ce qu'ils ont mis en place (à Bangkok) va dans le sens des deux ».

L'ASEAN, qui traverse avec le SRAS sa pire crise depuis la tempête financière et boursière de 1997, a organisé ce sommet en un temps record avec la Chine, épicentre du virus qui a fait au total dans le monde plus de 5400 malades, dont au moins 350 sont morts.

Alors que l'annonce d'un recul des cas partout en Asie sauf en Chine apporte un peu d'espoir, les dirigeants ont aussi voulu être rassurants en évoquant la peur « parfois irrationnelle » de ce virus parmi les populations, une approche de dédramatisation soufflée par l'OMS.

Parmi les mesures annoncées, figure la création d'un fonds spécial de lutte contre le SRAS, la mise en place d'un groupe mixte de travail, le partage d'informations sur le SRAS. A aussi été prévue une coor-

dination des procédures d'immigration, avec dépistage des voyageurs au départ et à l'arrivée, dont les experts estiment qu'elle sera difficile à appliquer ne serait-ce qu'au vu des mouvements massifs de voyageurs, en Chine notamment.

### Mesures déjà prises

« La plupart des mesures avaient déjà été prises par les pays les plus actifs contre le SRAS », note le diplomate, « et ce ne sont pas les mesures qui comptent. Auparavant, certains pays considéraient qu'ils pouvaient faire bande à part, maintenant tout le monde convient qu'il faut des mesures dans chaque pays avec une concertation régionale ».

Ainsi, la présence de la Chine — dont le premier ministre Wen Jiabao n'a pas caché la gravité de la situation sanitaire et a affirmé sa solidarité dans la lutte anti-SRAS — a envoyé un message fort.

« C'est encourageant de voir une confirmation de l'engagement de la Chine à évoluer vers l'ouverture à l'égard du reste du monde », a déclaré le Dr Melgaard, alors que la Chine a dissimulé pendant des mois l'ampleur de la pneumopathie.

Mardi, sans aller jusqu'à présenter des excuses pour la gestion calamiteuse par Pékin du début de la crise, Wen Jiabao a qualifié l'épidémie de « récurrente et à long terme », confirmant l'évolution majeure de la Chine sur ce dossier.

**ULYSSE NARDIN**  
SINCE 1846 LE LOCLE - SUISSE

www.ulyссе-nardin.com

PERPETUAL LUDOVICO | REF. 336-48



### TECHNICITÉ ET ÉLÉGANCE

LA SEULE MONTRE À CALENDRIER PERPÉTUEL QUI AUTORISE L'AJUSTEMENT EN AVANT OU EN ARRIÈRE DES INDICATEURS CALENDRIERS. AFFICHAGE GRANDE DATE BREVETÉ. MOUVEMENT AUTOMATIQUE. ÉTANCHE À 50 M. GLACE SAPHIR. DISPONIBLE EN OR ROSE ET GRIS 18 CT.

Célébrons 25 ans  
d'excellence

**CHÂTEAU D'IVOIRE**

2020, rue de la Montagne • (514) 845-4651

# S'ORGANISE



## Des mesures plus strictes dans les aéroports

Anne McLellan accusée d'avoir négligé une mise en garde du ministre de la Santé de l'Ontario

GILLES TOUPIN

**OTTAWA – Critiquée de toute part pour n'avoir présumément pas agi avec diligence afin de prévenir la propagation du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), la ministre de la Santé, Anne McLellan, a annoncé hier de nouvelles mesures de détection aux aéroports de Toronto et de Vancouver qui risquent de rendre la vie extrêmement désagréable aux voyageurs.**

Pour tous les vols internationaux en partance de l'aéroport Pearson à Toronto, les voyageurs devront dorénavant remplir un nouveau document comprenant quatre questions. S'ils répondent oui à une seule de ces questions, ils seront dirigés vers une autre file où des agents de Santé Canada pousseront l'enquête plus loin. Au moindre soupçon de contamination, les passagers seront interdits d'embarquement. Vancouver ou Montréal ne sont pas affectés par cette procédure, puisque l'OMS considère que seul Toronto est un centre urbain à risque.

Cette procédure, qui vise à enrayer l'exportation du virus, entraînera évidemment des délais d'embarquement supplémentaires pour tous les voyageurs. Rien n'est prévu encore dans ces mesures pour protéger les voyageurs contre les pertes de billets d'avion que certains d'entre eux risquent de devoir assumer. « J'espère que les compagnies d'aviation se comporteront de manière responsable », a simplement commenté Anne McLellan.

Déjà, les passagers en provenance de l'étranger sont interrogés par les douaniers au sujet du SRAS dès qu'ils foulent le sol canadien.

Par ailleurs, deux détecteurs de chaleur à rayons infrarouges, destinés à détecter les voyageurs fiévreux, seront empruntés à Singapour et installés l'un à Toronto et l'autre à Vancouver, à titre expérimental, a précisé la ministre. Cette dernière a expliqué que ces technologies n'étaient pas efficaces à 100 % mais qu'elles aideraient à créer un climat de confiance dans ces aéroports. De plus, un film vidéo de sensibilisation au SRAS sera projeté dans tous les vols en partance du Canada ou en provenance de l'étranger.

### McLellan critiquée

Blâmée par sa collègue du Patrimoine, Sheila Copps, pour son « absence » du dossier du SRAS, Anne McLellan était sur la défensive hier lorsqu'une autre tuile s'est abattue sur elle. La ministre a dû passer une bonne partie de la journée, alors que l'OMS venait de retirer son avis faisant de Toronto une ville à éviter, à nier qu'elle avait fait la sourde oreille à une mise en garde de son homologue de l'Ontario, Tony Clement, qui, dans une lettre datée du 4 avril, lui



La ministre de la Santé Anne McLellan (au centre) a encore une fois été la cible de l'opposition, hier aux Communes, le chef de l'Alliance canadienne Stephen Harper réclamant de nouveau sa démission.

reprochait de ne pas prendre de mesures adéquates pour intercepter les voyageurs atteints du SRAS. Dans sa lettre, le ministre de la Santé de l'Ontario soulignait à Mme McLellan que les mesures en place à l'époque ne permettaient pas de détecter les visiteurs venant des pays contaminés s'ils entraient au Canada en passant par les États-Unis. M. Clement demandait que du personnel qualifié soit posté aux frontières et il évoquait même la possibilité de fermer l'aéroport international Pearson.

Le chef de l'Alliance canadienne, Stephen Harper, n'a pas manqué hier de lancer la période des questions aux Communes en faisant état de la lettre du ministre Clement. M. Harper a demandé à Mme McLellan pourquoi elle avait ignoré la missive. La ministre a confirmé qu'elle avait reçu la lettre. Elle a affirmé qu'elle s'était aussitôt entretenue avec son homologue ontarien pour évaluer la nature des risques. M. Harper a affirmé qu'il était clair que la ministre n'a rien fait pour augmenter la surveillance dans les aéroports, qu'elle a ignoré les demandes de l'Ontario et de l'OMS et qu'elle est responsable de la dégradation économique qui affecte Toronto en ce moment. Le chef de l'opposition officielle a demandé une nouvelle fois la démission de la ministre.

Par ailleurs, plusieurs ministres, dont Jane Stewart et Bill Graham, sont venus à la rescousse de Mme McLellan, affirmant qu'elle avait fait tout le nécessaire pour endiguer la propagation du virus. La ministre a répété maintes fois qu'elle n'avait rien à se reprocher. « Rien n'est parfait, a-t-elle répliqué. Rien n'est parfait surtout lorsque vous faites affaire à un nouveau virus. »

### Députés libéraux en colère

Par ailleurs, des députés libéraux de la région de Toronto n'ont pas caché leur dépit hier devant le refus du premier ministre Jean Chrétien de venir en aide aux gens d'affaires de la région. À la sortie de la réunion hebdomadaire du caucus, l'un d'entre eux, le député Jim Karygiannis, de Scarborough-Agincourt, a raconté avec colère qu'il avait demandé à M. Chrétien pendant la rencontre de venir dans sa circonscription pour parler aux gens d'affaires cruellement affectés par le ralentissement économique lié au SRAS. « Il m'a tout simplement ignoré, a dit M. Karygiannis. Il est allé à Ground Zero à New York après le 11 septembre et il refuse de venir chez moi. C'est aussi un Ground Zero dans ma circonscription ! Le premier ministre ne comprend pas à quel point les petites entreprises ont été touchées par le SRAS. »

D'autres libéraux partagent le point de vue du premier ministre et estiment qu'il est très difficile de déterminer les pertes d'une entreprise dans une telle situation. Pour sa part le ministre des Transports, David Collenette, un ministre de Toronto, s'est fait rassurant en affirmant que « la porte n'était pas fermée ».

## Des voyageurs s'imposent la quarantaine

ANDRÉ DUCHESNE

MICHELINE, une résidante de la Rive-Sud, est revenue de Chine le samedi 26 avril après avoir bourlingué durant un mois dans l'est de ce pays. Son voyage s'est terminé à Hong Kong où, manque de pot, elle a attrapé un rhume.

« Ça y est, les carottes sont cuites », a réfléchi tout haut la quinquagenaire en s'imaginant être isolée, interrogée, examinée, interrogée de nouveau et désinfectée de la tête aux pieds en revenant au pays. C'était bien mal connaître la procédure.

À son arrivée devant le guichet du douanier à l'aéroport de Dorval, Micheline a le nez rouge. Elle se mouche. Le douanier ne bronche pas. Questions d'usage. Vous revenez d'où? Vous y avez passé combien de temps? Quelque chose à déclarer? Merci et bon retour au

pays. Micheline s'est retrouvée éberluée, au milieu de ses valises, de l'autre côté de la zone réservée aux voyageurs. Libre comme l'air.

« J'ai passée comme une lettre à la poste, racontait-elle hier matin, encore abasourdie par le peu de contrôle aux douanes. Un appel dans un CLSC ne lui a pas apporté davantage de réponses. Tout au plus l'infirmière au bout du fil lui a-t-elle dit d'être aux aguets et de surveiller l'émergence des symptômes de la pneumonie atypique.

Ce qui surprend le plus Micheline, ce sont, d'un côté, ces contrôles pour le moins « légers » des voyageurs, et de l'autre, la folie médiatique entourant le phénomène du SRAS, couplée à l'éloignement volontaire que lui imposent amis, membres de la famille et collègues de travail.

« Mon patron m'a recommandé la quarantaine de 10 jours et, au

bureau, tout le monde a peur que je rentre au travail, raconte cette gestionnaire qui travaille au ministère de la Défense nationale. Pour le moment, il n'y a que mon chien qui veut me voir même s'il est celui qui devrait le plus me craindre car j'ai mangé du chien en Chine ! »

Stella Riggi a vécu une histoire semblable. Après avoir séjourné en Chine du 4 au 18 avril pour aller y chercher sa fille adoptive Clara, elle s'est imposé une quarantaine de 10 jours à son retour. « Avant de partir, Santé Canada et le Secrétariat à l'adoption internationale du Québec recommandaient aux parents adoptifs de retarder leur voyage alors qu'il y a si peu de contrôle au retour. Nous sommes confrontés à deux attitudes. Ce n'est pas cohérent. »

Dans un cas comme dans l'autre, la seule mesure à laquelle ont été confrontés ces deux voyageuses est la distribution de cartons expli-

catifs sur le phénomène et sur les mesures à prendre en cas d'apparition des symptômes. Conclusion : les mesures d'autoprévention qu'elles (et plusieurs autres voyageurs) se sont imposées, incluant la quarantaine, sont beaucoup plus sévères que ce que recommande Santé Canada.

### Santé Canada persiste et signe

À ce ministère fédéral, on persiste et signe. Pas question de braquer les projecteurs sur tous ceux qui reviennent de Chine, même avec un rhume. « Nous ne sommes tout de même pas pour mettre en quarantaine tous ceux qui reviennent de voyage, lance Emmanuel Chabot, porte-parole du ministère pour la question du SRAS. Il est très difficile de déterminer qu'une personne est atteinte de la pneumonie si elle ne présente pas de symptôme à son arrivée au pays. »

Il rappelle aussi que sur les 148

cas probables de SRAS répertoriés au Canada depuis le 23 février, seulement cinq se retrouvent chez les voyageurs, comparativement à 94 dans le milieu des soins de santé.

N'empêche qu'hier, Santé Canada a annoncé l'introduction de nouvelles mesures (voir autre texte) de prévention chez les voyageurs. N'empêche que le Secrétariat fédéral du Conseil du Trésor a décréte, comme dans le cas de Micheline, que les fonctionnaires fédéraux décidant eux-mêmes de s'imposer une quarantaine devraient recevoir un congé payé sous réserve de l'approbation de leur gestionnaire. Jusqu'à maintenant, 38 fonctionnaires avaient déposé une telle demande dans l'ensemble du pays.

En date d'hier à 13 h, Santé Canada répertoriait 346 cas probables ou suspects de SRAS, principalement en Ontario. De ce nombre, 23 personnes en sont mortes.

## SUITES DE LA UNE

## | BERRI |

Suite de la page A1

Armé notamment de ce « document d'orientation », l'organisme formé il y a quelques semaines par la Ville pour piloter ce dossier, proposé par l'Association québécoise de l'industrie du disque, des spectacles et du vidéo (ADISQ) il y a quelques mois, consultera les différents intervenants des milieux concernés. « Les membres de cette OSBL (organisme à but non lucratif) seront choisis dans un proche avenir », précise M. Charlebois.

Par ailleurs, le secteur compris entre les rues de Bleury et Jeanne-Mance, à la hauteur de la rue Sainte-Catherine, constituera l'autre pôle majeur du Quartier des spectacles en raison de la concentration d'établissements culturels actuels et à venir que l'on y trouve.

S'ajouteront en effet au nouveau complexe Spectrum et à la Place des Arts les conservatoires de musique et d'arts de la scène, la nouvelle salle de l'Orchestre symphonique de Montréal (OSM) ainsi que le cinéma Impérial agrandi, la Maison du design, etc.

« Ces projets, écrivent d'ailleurs les fonctionnaires, s'inscrivent tous dans un horizon temporel similaire et confèrent à ce pôle ouest une masse critique et un momentum sans équivoque. »

Surtout que le secteur sera bientôt doté de nouveaux espaces publics dans la rue Jeanne-Mance ainsi qu'autour des églises Saint-James et du Gesù, sans compter la place des Festivals, ce projet d'envieure que la Ville souhaite réaliser de concert avec l'Équipe Spec-



Photo ROBERT NADON ©

**Montréal souhaite reconfigurer la rue Berri, dans le Quartier latin, de telle sorte que cette artère devienne un des principaux axes de la métropole et du Quartier des spectacles.**

tra sur les terrains situés à l'angle sud-ouest de l'intersection des rues Sainte-Catherine et Jeanne-Mance.

À ce titre, le promoteur Spectra a récemment confirmé à la Ville un investissement d'environ 45 millions de dollars, selon un document rédigé le 23 avril dernier par le Service de développement économique et urbain. *La Presse* a d'ailleurs appris que les ententes de financement sont déjà signées, notamment avec la Société générale de financement (SGF), qui a donné son accord final le 17 mars dernier.

Avant que cette place ne voie le jour cependant, la Ville devra procéder à l'expropriation des terrains nécessaires. Selon les évaluations

les plus récentes, il en coûtera 8,5 millions pour exproprier les bâtiments commerciaux et résidentiels qui longent la rue Sainte-Catherine, la garderie, le lave-auto et les stationnements qui sont actuellement compris dans le quadrilatère.

Pour ce qui est de l'îlot Balmoral, il accueillera dans quelques années le Centre culturel et administratif du gouvernement du Québec. Ce projet, qui inclut notamment la maison de l'OSM et des bureaux, est au stade final du concours architectural. Le choix du concept doit être fait au courant du mois. La Société immobilière du Québec (SIQ) prévoit commencer les travaux de démolition dès juin.

## | PROCHE-ORIENT |

Suite de la page A1

Le document, qui prévoit la création d'un État palestinien indépendant d'ici 2005, a été remis à Abbas à Ramallah, en Cisjordanie, par le coordinateur de l'ONU pour le Proche-Orient, Terje Roed-Larsen, accompagné d'émissaires américain, russe et européen.

Un exemplaire avait été remis auparavant à Sharon par l'ambassadeur des États-Unis en Israël, Daniel Kurtzer, à la résidence du premier ministre israélien à Jérusalem. Le président américain George W. Bush a demandé aussitôt aux deux parties de retrouver le « chemin de la paix » en adhérant à la « feuille de route ».

La présidence grecque de l'Union européenne a appelé les deux camps à oeuvrer pour « marginaliser les éléments extrémistes et terroristes de leurs sociétés ».

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a demandé aux Palestiniens et aux Israéliens « de rester sur la voie » fixée par la « feuille de route » pour aboutir à la paix.

Longtemps retardée, la publication officielle de ce plan a suivi de peu la prestation de serment de Mahmoud Abbas et de son gouvernement, qui avaient reçu la veille l'investiture du Parlement palestinien, une condition sine qua non mise par le président Bush.

## | Violences |

Son lancement n'a toutefois pas empêché la poursuite des violences. À Tel-Aviv, un kamikaze palestinien s'est fait exploser dans la nuit à l'entrée d'un café, tuant trois personnes et faisant une cinquantaine de blessés. Une jeune Française figure parmi les victimes.

L'attentat a été revendiqué conjointement par les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, groupe armé lié au Fatah de Yasser Arafat et Mahmoud Abbas, et la branche armée du mouvement islamiste Hamas.

Quatre Palestiniens ont aussi été tués hier par des tirs israéliens dans les territoires, dont une bergère de 55 ans à Gaza et deux activistes armés lors d'une tentative d'infiltration dans une colonie de Cisjordanie. Ces décès ont porté à 3191 le nombre de personnes tuées depuis le début de l'Intifada (fin septembre 2000), dont 2404 Palestiniens et 729 Israéliens.

## | Les étapes |

Le préambule du document affirme que la solution de deux États, israélien et palestinien, vivant côte à côte, est possible à condition que la violence et le terrorisme cessent. Dans une première phase, il ap-

pelle les Palestiniens à créer des institutions nationales, à rédiger une Constitution, et à reprendre la coopération sécuritaire avec Israël. En échange, Israël se retire des secteurs palestiniens réoccupés depuis septembre 2000, gèle la colonisation et s'engage à oeuvrer à la création d'un État palestinien souverain et viable.

Une deuxième phase porte sur les efforts pour créer un État palestinien indépendant et viable aux frontières provisoires entre juin et décembre 2003. Et une troisième phase consolidera cet État provisoire. Une conférence internationale au début de 2004 portera sur la création d'un État palestinien définitif d'ici 2005. Le sort de Jérusalem, des réfugiés palestiniens et des colonies sera au programme.

Les responsables de deux mouvements radicaux islamistes palestiniens, le Hamas et le Jihad islamique, ont vite rejeté la « feuille de route ». Ismail Haniya, responsable du Hamas dans la bande de Gaza, a affirmé que ce plan risque, selon lui, de faire du conflit avec Israël un conflit interpalestinien. « Nous rejetons cette feuille de route, car elle octroiera plus de sécurité aux sionistes (les Israéliens) et pourrait faire du conflit israélo-palestinien un conflit interpalestinien » a-t-il indiqué.

Ce plan oblige les Palestiniens à des « concessions gratuites », a affirmé de son côté un responsable du Jihad islamique, Mohamed al-Hindi, estimant que la feuille de route pousse « la région vers les erreurs du passé illustrées par les accords d'Oslo » en 1993.

« Ce sera à Israël de faire le premier pas et de retirer ses forces de nos villes, en fonction de ce qui est dit dans la feuille de route. La communauté internationale doit contraindre Israël à mettre en oeuvre la feuille de route, sinon tout cela n'aura été qu'une farce », a déclaré Nabil Abou Roudeina, principal conseiller de Yasser Arafat. Ces propos confirment que les deux camps ont des interprétations très différentes du plan.

Pour sa part, le bureau d'Ariel Sharon a affirmé dans un communiqué que la feuille de route avait été remise au gouvernement israélien « en vue de recevoir des remarques sur sa formulation ».

Le Conseil des implantations de Judée-Samarie (Cisjordanie) et Gaza, qui représente les plus de 200 000 colons israéliens, a appelé le gouvernement Sharon à rejeter la feuille de route, la qualifiant de « dangereuse » pour Israël.

## | FUSILLADE |

Suite de la page A1

Cette deuxième fusillade a semé la consternation à Falloujah. Le maire de la ville, Taha Bedaiwi al-Alwani, a dit avoir demandé aux militaires américains de se tenir loin des mosquées et d'autres lieux sensibles. « Beaucoup de gens pensent qu'ils constituent une force d'occupation », a-t-il déclaré.

Chose certaine, la confrontation a laissé des traces dans ce bastion du parti Baas. Les rues étaient couvertes de sang et de balles de fusil. Nous marchions sans nous arrêter pour éviter que la foule autour de nous ne grossisse. Nous étions sur la terre-plein au milieu de la rue en train d'interviewer un témoin quand un collègue journaliste a remarqué un énorme hélicoptère noir Apache qui tournait au-dessus de nos têtes et qui se déplaçait en même temps que nous. « Ne restons pas ici, les soldats sont très, très nerveux », a-t-il dit.

Falloujah est une ville de banlieue à majorité sunnite « particulièrement célèbre pour ses kebabs », assure notre chauffeur, avec une population assez instruite s'il faut en croire le nombre de personnes que nous avons rencontrées pouvant s'exprimer dans un bon anglais. La ville, contrôlée depuis la chute du régime par les chefs religieux locaux sunnites, est située dans une région où des sympathisants de Saddam Hussein se font encore entendre sporadiquement,

même si la majorité des gens avec qui nous avons parlé ont affirmé qu'ils ne voulaient ni de Saddam... ni surtout des Américains.

Lundi soir, une manifestation pour réclamer le départ des Américains a tourné au drame devant l'école islamique d'Al-Kaad, située dans une petite rue résidentielle de la ville, où les soldats américains s'étaient installés.

Selon le cheik Waga Ali al-Mohammadi, chef religieux de Falloujah cité par l'Agence France-Presse, la colère des habitants couve depuis que, il y a plusieurs jours, ils ont vu les soldats américains prendre position dans l'école et déambuler en sous-vêtements. Postés sur le toit de l'école lundi soir lorsque les manifestants sont arrivés, les soldats américains auraient tiré sur la foule après, disent-ils, avoir été eux-mêmes atteints par des tirs. Hier matin, la petite école était déserte. Des balles ont laissé des trous dans les portes de fer devant les maisons. Les vitres d'une voiture garée dans l'entrée d'une maison sont en mille morceaux. Une traînée sombre de sang séché est encore visible sur le trottoir. « Mon oncle a été tué ici », dit un jeune garçon.

Dans l'école où les Américains avaient installé leur quartier général, un tas de débris achève de brûler dans la cour. « Les soldats ont défoncé la porte de la biblio-

thèque et se sont servis des livres du Coran pour mettre le feu à leurs déchets », nous montre un homme. Dans le bureau du directeur, les soldats ont laissé des munitions sur la table, des bidons d'essence vides et des bottes pleines de boue.

Le Commandement central n'a pas confirmé cette apparente nouvelle bavure des soldats américains, mais un officier de la 82<sup>e</sup> division aéroportée basée à Falloujah, qui a refusé d'être identifié, a indiqué hier matin aux journalistes qu'il « croyait avoir vu deux personnes armées de fusils AK-47 qui ont fait feu » vers eux. Il a aussi indiqué qu'au moment de l'incident, le commandant était en réunion avec le maire de la ville et les chefs religieux locaux « pour réduire la tension », ajoutant : « Nous voulions qu'ils comprennent que nous sommes réellement ici pour assurer la sécurité de n'importe quel gouvernement que le peuple aura choisi. »

Craignant que les États-Unis n'aient déployé « une force excessive », l'organisation Amnistie internationale a demandé aux États-Unis de tenir une enquête pour faire toute la lumière sur les incidents de Falloujah. « Les autorités américaines doivent lancer une enquête approfondie, indépendante et publique », a demandé l'organisation de défense des droits dont les bureaux se trouvent à Londres.

## | TROU |

Suite de la page A1

Selon les informations obtenues par *La Presse*, une part significative des milliards manquants viendra d'une réduction importante des transferts aux entreprises, sous forme de crédits d'impôt et de subventions. Ces transferts ont triplé depuis 1996 et totalisaient l'an passé 3,3 milliards par année. Cette solution a ses limites, toutefois ; elle n'apporte guère de recettes supplémentaires pour l'année budgétaire en cours.

## | La réplique de Pauline Marois |

L'ancienne ministre des Finances, Pauline Marois, a dénoncé « l'opération politique et partisane », une manoeuvre où elle est surprise de retrouver l'ancien vérificateur Guy Breton.

Selon elle, les trois comptables mandatés par M. Charest — M. Breton était appuyé par deux collègues — ne peuvent en une semaine refaire le travail réalisé par des dizaines d'économistes du ministère des Finances. Les prévisions économiques ne sont pas du ressort des comptables, a souligné M<sup>me</sup> Marois.

Chaque année, les budgets sont publiés en intégrant des écarts, des compressions de dépenses, ou, au contraire, en misant sur une croissance des recettes, et il appartient au gouvernement d'ajuster le tir en cours d'exercice, a-t-elle fait valoir. « Nous avons laissé la maison en ordre. Qu'il manque quatre milliards dans les coffres, à sa face même cela n'a aucun bon sens », a lancé M<sup>me</sup> Marois, soulignant « espérer que M. Charest n'utilise pas

cela comme prétexte pour reculer par rapport à ses objectifs ».

## | Le « trou » |

Impasse, manque à gagner ou trou... L'ancien vérificateur a eu du mal à décrire les différences entre ce qu'il avait vu derrière le dernier budget Marois et les équilibres financiers déposés alors à l'Assemblée nationale.

Pour l'essentiel, M<sup>me</sup> Marois a fait preuve « d'un optimisme un peu fort », s'est borné à dire l'ancien fonctionnaire, comparant la ministre des Finances à « quelqu'un qui envoie un bateau en mer pour un long périple bien que ses conseillers l'aient prévenu qu'il n'y avait pas assez de carburant dans les réservoirs ».

Dans son rapport de 38 pages, M. Breton relève que M<sup>me</sup> Marois avait sous-évalué de 2,1 milliards des revenus et les dépenses du gouvernement dans son budget 2003-2004. Ainsi, 400 millions de coupes restaient à identifier et on attendait dès cette année 174 millions d'une hausse des immatriculations, une mesure qui devait entrer en vigueur en septembre prochain. On a estimé que Québec avait fait preuve d'imprudence dans les prévisions de dépenses. Ainsi, on s'attend à 356 millions de dépenses imprévues, dont 200 millions en santé. M<sup>me</sup> Marois avait aussi prévu vendre pour 407 millions de biens des sociétés d'État, non identifiées pour des raisons commerciales.

Les habituels « jeux de caisse » — comme reporter des paiements

d'un mois pour qu'ils tombent dans l'autre année financière — faisaient entrer 667 millions artificiellement dans les équilibres financiers. Selon M. Breton, ces jeux sont courants, mais, normalement, ils surviennent en fin d'exercice ; on ne les planifie pas un an d'avance. Québec avait surévalué de 375 millions les transferts d'Ottawa et rehaussé de 243 millions, sans explication, les recettes des sociétés d'État. « Pour Hydro-Québec, on avait misé que l'hiver prochain serait aussi froid que celui qu'on vient de traverser », a illustré M. Breton. En mars, on s'appuyait sur 707 millions de recettes venues d'Ottawa qui ne seront pas là : le dernier recensement entraîne une révision à la baisse des transferts. De plus, la croissance économique plus faible que prévu, 3 % au lieu de 3,5 %, entraîne une baisse de 200 millions des recettes cette année.

En tout, l'ex-vérificateur observe un écart de 4,3 milliards entre les propositions de Pauline Marois et ce qui sera économiquement probable cette année.

Par la suite, M. Breton rapatrie dès cette année la réserve de 809 millions prévue par M<sup>me</sup> Marois pour l'an prochain, mais il impute aussi au présent exercice la totalité des déficits accumulés des hôpitaux, soit quelque 700 millions. Au bout du compte, des compressions de un milliard de dollars seront faciles à réaliser. Finalement, ce sont donc 3,3 milliards que devra trouver le ministre des Finances, Yves Séguin, pour seulement arriver à l'équilibre budgétaire.

## PRÉCISION

Dans son numéro du 25 avril dernier, *La Presse* publiait dans la section *La petite presse* une bande dessinée de « La Déveine » où s'est glissée par inadvertance une erreur d'adaptation française de la locution anglaise « Funny bone ». Cette expression se traduit en français « petit juif » et désigne un « point du coude » (Office de la langue

française). Dans sa version originale anglaise, l'utilisation de « Funny bone » se prêtait dans son contexte à un jeu de mots qui n'aurait pas dû s'appliquer textuellement en français.

*La Presse* regrette ce malentendu et tient à s'en excuser auprès de ses lecteurs.

## Un Réseau en pleine expansion



Le nouveau conseil d'administration du Réseau des diplômées et diplômés de l'Université de Sherbrooke. De gauche à droite : Robert Rodrigue, Luc Tremblay, Bruno-Marie Béchard, Mario Scali, Yves Fillon, Stéphane Carrier, André Couturier, Guy Pelletier, Serge Forest, Jean Desclos et Jean Poirier.

**Le Réseau des diplômées et diplômés de l'Université de Sherbrooke, qui connaît actuellement d'importants développements, est heureux d'annoncer la composition de son conseil d'administration élu pour l'année 2003. Le conseil sera en poste jusqu'au printemps 2004.**

## | Représentants de l'assemblée générale |

Président  
Yves Filion  
Président, Hydro-Québec Distribution

Vice-président  
André Couturier  
Vice-président exécutif, CIMA+

Secrétaire-trésorier  
Robert Rodrigue  
Vice-président, Finances et opérations,  
eClaimSolution.com

## | Représentants |

Caroll L'Italien (absent de la photo)  
Vice-président principal, Bombardier

Guy Pelletier  
Associé, Samson Bélair Deloitte & Touche

## | Représentants des Réseaux |

Estrée  
Luc Tremblay  
Faculté des sciences,  
Université de Sherbrooke

Montréal  
Stéphane Carrier  
Président, S3e

Sectoriel  
Mario Scali

## | Représentants de l'Université de Sherbrooke |

Bruno-Marie Béchard  
Recteur, Université de Sherbrooke

Jean Desclos  
Vice-recteur à la communauté universitaire,  
Université de Sherbrooke

## | Président sortant |

Serge Forest  
Centre jeunesse Estrie-Magog

## | Directeur général du Réseau |

Jean Poirier  
Service du développement,  
Université de Sherbrooke

## | Ne manquez pas les prochains grandes activités du Réseau : |

- le 31<sup>e</sup> tournoi annuel de golf le 28 mai 2003, au Club de golf Sherbrooke
- le 9<sup>e</sup> Gala du Rayonnement le 28 novembre 2003
- et les grandes Retrouvailles 2004

Pour communiquer avec le Réseau, contactez Chantal Tétrault au (819) 821-8000, poste 3381 ou par courriel : Chantal.Tetrault@USherbrooke.ca

Le Réseau UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

www.USherbrooke.ca

PIERRE FOGLIA

pfoglia@lapresse.ca

# Des lièvres et des wapitis

Le dimanche 13 avril sur les bords de la Tamise, l'Anglaise Paula Radcliffe a enlevé le marathon de Londres dans le temps ahurissant de 2 h15 m 25 s, meilleure performance mondiale sur la distance. Je dis ahurissant et vous croyez peut-être que je dis ce mot-là tout le temps ? Pas du tout. J'en fais un usage très spécifique. Je réserve mes ahurissements à des distances ou des durées que je ne parviens pas à me représenter. Par exemple, vous me dites que les premiers humains (Lucy) sont apparus sur Terre il y a trois millions d'années, je n'arrive pas à me représenter trois millions d'années. C'est une durée qui m'apparaît complètement ahurissante. On envoie une sonde sur la planète Mars, elle mettra deux ans pour y parvenir, je n'arrive pas à me représenter un voyage en ligne droite, d'une durée de deux ans, hors de la Terre. De la même façon, je suis incapable de me représenter un être humain courant 42 kilomètres sur la base de trois minutes 15 au kilomètre. Je suis moi-même un être humain. De chez moi à la ferme des wapitis, très précisément à l'avant-dernier poteau de leur enclos, il y a exactement un kilomètre, encore ce matin, j'ai regardé mon chrono en arrivant à l'avant-dernier poteau, voyons donc ! Ça n'a pas de crise de bon sens.

Et je suis un homme.  
Paula Radcliffe, c'est juste une femme.  
On a beaucoup souligné que la performance de l'Anglaise mettait maintenant les femmes à moins de 10 minutes des hommes au marathon. En 10 ans, les femmes ont réduit la marge qui les sépare des hommes de cinq minutes, considérable, mais on est encore loin de l'égalité des sexes. Le marathon — toutes les études scientifiques s'accordent là-dessus —

est la première discipline sportive où les femmes rattraperont un jour les hommes. La très sérieuse revue *Nature* a même prévu que cela arriverait en 2055.

Mais cela pourrait arriver bien avant si elles trichent comme la Radcliffe a triché au marathon de Londres. La Radcliffe a eu recours à des lièvres, ces coureurs engagés exprès pour imprimer une allure rapide en aspirant le ou la coureuse dans leur sillage. La Radcliffe avait plusieurs lièvres dans cette course, des hommes évidemment, on l'a vue flanquée d'une garde rapprochée de jeunes Kényans jusque dans les tout derniers kilomètres.

L'égalité des sexes sera atteinte au marathon quand les hommes engageront des femmes-lièvres pour battre des records. En tout cas, moi j'ai pas de lièvres. Juste des wapitis qui ont tellement l'air découragés quand ils me regardent passer qu'on dirait des *wapiti*.

LE MILIEU — On peut déjà tirer un enseignement des présentes séries de hockey et des résultats pas si étonnants de Minnesota et Anaheim : avec un bon gardien et un coach pas trop nono, une équipe ordinaire peut faire un bout, peut-être pas gagner la Coupe Stanley, mais un bout. Permettez-moi de vous rappeler que vos Glorieux Canadiens remplissent presque deux de ces trois conditions. Ils ont une équipe ordinaire et un assez bon gardien. Il ne leur manque pas grand-chose pour faire un bout finalement, mais ce n'est pas un gros ailier !

Autre enseignement, contrairement à ce que prétendent les amateurs-de-sport, le



niveau ne baisse pas dans la Ligue nationale. Le niveau des joueurs ordinaires monte sensiblement chaque année, plus gros, plus rapides, plus habiles. D'où la difficulté pour les

joueurs dits « de talent » de s'exprimer, même dans le cadre d'un arbitrage convenable. Bref, au hockey comme dans la vie, le nivellement se fait par le milieu. Et dans la vie aussi, le match se gagne en jouant la trappe : pas trop se garrocher en avant, une épouse qui porte du 34B, des enfants qui passent avec une moyenne de 64, des repas à heure fixe.

UN HOMME DU PASSÉ — Tout le monde (y compris mon journal) a fait écho à cette lettre d'amour au basketball que Michael Jordan a fait paraître dans le *Washington Post* après son dernier match. Tout le monde s'est extasié. Franchement, il n'y avait pas de quoi ! C'était d'un cucul assez gênant, c'était comme un premier prix de création littéraire en Haute-Mauricie, riche comme il est, Jordan aurait pu se payer « une plume », s'il n'y en a pas à Washington y'en a plein au *New York Times*, je pense en particulier à Selena Roberts, la chroniqueuse-vedette du *Times* qui a souvent et magnifiquement écrit sur Jordan.

Jordan a pris sa retraite pour la troisième fois, il avait 40 ans, des beaux restes, mais tout de même, à la fin, il faisait penser à l'albatros du poète, *prince des nuées exilé sur le sol...*

Cette fois, il s'en va en paix avec lui-même. Rien à regretter, six fois champion de la NBA, deux fois champion olympique, 41 matches

de plus 50 points. En paix avec lui-même, mais pas forcément avec les autres. Jordan se retire aussi désenchanté. Au cours des dernières saisons, il a souvent pris à partie les jeunes joueurs de son équipe, les traitant de paresseux, « j'ai plus de désir de gagner à 40 ans, qu'eux à 23 ans ». Jordan termine sa carrière sur une série d'échecs. Son équipe (les Wizards de Washington) dont il est un peu propriétaire et directeur des activités n'a pas fait les séries au cours des deux dernières saisons, mais surtout, son échec le plus amer : son incapacité à rejoindre, à inspirer les jeunes de son équipe, à leur transmettre une éthique de travail. Des joueurs comme Jerry Stackhouse le moquaient ouvertement : pappy tu radotes. Jordan le joueur n'était pas tout à fait fini. Mais dans cette ligue de morons tatoués, il était déjà un homme du passé.

L'ÉCONOMIE, ÇA ÉCOEURE ! — Mon confrère Martin Smith du *Journal de Montréal* quitte la section des sports du *Journal* pour passer à la section économie. Depuis 15 ans, Martin était affecté à la couverture des sports dit « amateurs », ces sports dont presque personne ne s'occupe entre deux Jeux olympiques, ces athlètes qu'on oublie entre deux médailles, Martin les connaissait tous. Martin as-tu le numéro de Caroline (Brunet) ? Le courriel d'Alexandre (Jeltkov) ? De Nicolas (Gill) ? Il l'avait, il leur avait parlé la veille, il en donnait des nouvelles comme on en donne de la famille. Il se trouve que c'est ma famille aussi. Je voulais le remercier au nom de tous ceux-là, authentiques, qui continuent leur quête d'absolu dans un quasi-anonymat.

## EN BREF

### Un commissaire en éthique indépendant

DIX ANS après son élection, et à la suite de nombreux scandales, le gouvernement Chrétien a finalement présenté, hier, un projet de loi créant un poste de commissaire à l'éthique indépendant pour encadrer les parlementaires fédéraux. Le texte prévoit la création de deux postes distincts : un commissaire chargé de surveiller les députés de la Chambre des communes, et un conseiller qui supervisera les sénateurs. Le gouvernement devra consulter les chefs de chaque parti représenté au Parlement avant de procéder à la nomination du commissaire et du conseiller sénatorial à l'éthique. *Presse Canadienne*

### Premier en éducation

AVEC LES PLUS bas droits de scolarité au pays et le meilleur soutien gouvernemental, le Québec occupe la première place d'un nouveau classement en matière d'études supérieures. La Nouvelle-Écosse, avec les droits de scolarité les plus élevés au pays, arrive en dernier de ce quatrième rapport annuel du Centre canadien pour les politiques de rechange. L'Ontario, bon dernier en 2002, a grimpé d'un rang. Même si le Québec obtient la meilleure note, le rapport indique que

le financement provenant du secteur privé est en croissance, ce qui « préoccupe les étudiants et les départements de cette province ». *Presse Canadienne*

### Bouclier antimissile: Ottawa réfléchit

LE CABINET fédéral va réévaluer d'ici la fin juin sa décision de ne pas participer au projet de système de défense antimissiles. Cette réévaluation fera suite à une série de discussions qui ont eu lieu récemment entre des représentants officiels canadiens et américains. *Presse Canadienne*

### Oubli de 6,5 milliards

LE PROGRAMME d'assurance-emploi a accumulé un surplus de 6,5 milliards de dollars en 2001-2002, mais cette somme n'apparaît nulle part dans le rapport déposé aux Communes hier. Ce rapport sur les activités de la Commission de l'assurance-emploi du Canada indique que les prestations payées ont totalisé 11,5 milliards en 2001-2002, soit 23,9 % de plus que l'année précédente. C'est 6,5 milliards de moins que les 18 milliards de primes totales qui ont été encaissées par Ottawa cette même année. *Presse Canadienne*

# Pierre Paradis, sacrifié sur l'autel du changement

DENIS LESSARD

QUÉBEC — C'est pour bien marquer un « changement de ton, de génération » que Jean Charest a pris la décision « très difficile » de ne pas nommer le vétéran Pierre Paradis au Conseil des ministres.

Expliquant son choix, le nouveau premier ministre a dû se défendre d'avoir été conseillé en ce sens par l'ancien chef libéral, Daniel Johnson, qui avait eu Pierre Paradis comme rival dans sa course au leadership ratée de 1983 — c'est cependant M. Bourassa qui l'avait emporté. Cette thèse comporte toutefois une faille évidente : Christos Sirros, un supporter indéfectible de M. Johnson depuis 20 ans, est lui aussi resté sur la touche mardi.

« C'est moi qui ai pris les décisions pour la formation du Conseil des ministres » a dit M. Charest, soulignant que devant le constat qu'il y avait « beaucoup de talents » dans les nouveaux arrivés au caucus, il avait décidé « de ne pas inclure M. Paradis ». La campagne électorale a montré « la volonté de renouvellement des gens qui s'étendra au Conseil des ministres », a-t-il noté, tout en soutenant d'entretenir « de bonnes relations » avec M. Paradis.



Photo archives La Presse ©

Pierre Paradis

Dans les coulisses, on relevait hier que les organisateurs de la campagne de M. Charest n'avaient pas dirigé que le député Paradis présente comme « le sauveur du Canada » un chef à qui, justement,

on tentait de donner l'image de défenseur du Québec.

Des vétérans libéraux dans l'entourage de M. Charest ont tenu à souligner qu'ils n'avaient pas été consultés pour cette décision risquée. Il est bien connu que Pierre Paradis a toujours entretenu des velléités pour la direction du parti, mais en dépit de ces grincements de dents, Robert Bourassa, Daniel Johnson et jusqu'à cette semaine Jean Charest ont toujours considéré le député de Brome-Missisquoi comme un incontournable.

« C'est quelqu'un qui a eu une belle carrière politique, elle n'est pas terminée. Il arrive dans la vie des gouvernements qu'il y ait des changements de cette nature. Ce changement s'est fait parce qu'il fallait changer de ton, de style, changer les façons de faire », a reconnu M. Charest.

Il compte avoir une discussion avec son ancien leader parlementaire, dès aujourd'hui. Pas question toutefois de le proposer comme président de l'Assemblée nationale, un poste électif pour lequel Michel Bissonnet a déjà commencé une campagne active.

## LA SEMAINE DU BARREAU DE MONTRÉAL



en collaboration avec



CONSULTATIONS JURIDIQUES,  
CONFÉRENCES, PROCÈS SIMULÉS,  
STANDS D'INFORMATION :  
TOUT EST GRATUIT !  
Du 29 avril au 2 mai 2003  
Complexe Desjardins



3125894A



*coup de foudre*

En un instant, une journée ou une soirée comme une autre peut devenir mémorable. Créés par le légendaire maître joaillier Toni Cavelti, ces magnifiques bijoux contemporains finement ouvragés attirent tous les regards. Anniversaire ou étape importante de la vie, y a-t-il plus belle occasion à saisir ? Pendentif coulissant et bague en or jaune et blanc 18 carats, sertis d'un diamant, à partir de 3 800 \$. Boucles d'oreille assorties également offertes.

HALIFAX • SAINT-JEAN • QUÉBEC • MONTRÉAL • OTTAWA • TORONTO • HAMILTON • LONDON • ST. CATHARINES • WINNIPEG • REGINA • SASKATOON • CALGARY • EDMONTON • VANCOUVER • WHISTLER • VICTORIA  
1 800 682 2622 birks.com

# BIRKS

Fins bijoux et cadeaux, depuis 1879



BIRKS

3137361A

# Coderre se range derrière Martin

« Je servirai de trait d'union » entre le clan Chrétien et celui de Martin, dit le ministre

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Denis Coderre, a décidé que le temps était venu de placer ses pions pour l'après Jean Chrétien. Il a confié à *La Presse* qu'il appuie la candidature de Paul Martin à la direction du Parti libéral du Canada.

M. Coderre, ministre important au Québec pour le Parti libéral, notamment en raison de ses qualités d'organisateur politique, est convaincu qu'un tandem Martin-Coderre au Québec permettra de remporter les prochaines élections générales. « Paul Martin est un candidat rassembleur, a affirmé le ministre. Il a un plan et il assurera la continuité tout en ayant un style différent. »

Denis Coderre est un proche du clan Chrétien et il a annoncé sa décision à son chef actuel. Il souhaite pouvoir faire le pont entre les partisans de M. Chrétien et ceux de Paul Martin. « Je servirai de trait d'union », a-t-il dit. Le ministre Coderre estime que le désir de M. Martin de créer une sorte de ministère de la sécurité intérieure cadre parfaitement bien avec ses plans d'intégration des services de l'immigration avec ceux des douanes.

De son côté, Martin Cauchon, le ministre responsable du Québec, est pour sa part en faveur de la candidature de John Manley, selon des sources.

# Une première mise en demeure pour le ministre Mulcair

Des résidents de Gatineau lui demandent de stopper un projet routier

BRUNO BISSON

MOINS DE 24 heures après sa prestation de serment, le nouveau ministre de l'Environnement du Québec, Thomas Mulcair, a reçu hier sa première mise en demeure touchant un projet routier de l'ancien gouvernement péquiste, qui exposera des centaines de personnes à des niveaux de bruit trois fois plus intenses que ceux prescrits par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

L'Association des résidents du quartier Wright de Gatineau a annoncé hier qu'elle poursuit ainsi sa bataille juridique lancée contre le gouvernement du Québec, il y a deux ans, pour stopper le projet de l'axe McConnell-Laramée, prévoyant la construction d'une autoroute dans un secteur résidentiel de l'ancienne municipalité de Hull.

Dans sa missive, le président de l'Association, Stéphane Roberge, demande au nouveau ministre de l'Environnement de surseoir à l'octroi du certificat d'autorisation de son ministère, qui lancera la construction du projet routier de trois kilomètres, évalué à 45 millions, en 2001.

Depuis, selon M. Roberge, le coût de réalisation de ce projet aurait grimpé de près de 50 % pour atteindre 70 millions de dollars, à la suite d'une décision du ministère des Transports du Québec

(MTQ) de modifier une partie du tracé et de traverser un ancien dépotier, dans le parc national de la Gatineau.

Selon l'Association des résidents du quartier Wright, qui sera traversé par la partie urbaine de ce projet, cette modification de tracé vers les terrains de l'ancien dépotier aura un impact majeur sur la qualité de l'air dans les secteurs limitrophes, puisque les travaux de construction vont remuer des tonnes de déchets enfouis depuis des décennies dans l'ancien dépotier.

De plus, selon le texte de la mise en demeure, le MTQ se serait placé en situation d'illégalité en ne respectant pas une des conditions essentielles à la délivrance du certificat d'autorisation pour son projet.

Dans un décret gouvernemental autorisant le projet McConnell-Laramée, adopté en novembre 2001, le ministère de l'Environnement demandait en effet au MTQ de produire une étude sur le bruit engendré par son chantier de construction. Cette étude de bruit devait être produite six mois après l'adoption du décret, soit en avril 2002. Un an plus tard, le MTQ ne l'a toujours pas déposée à l'Environnement.

Pour ces deux motifs qui s'ajoutent à ceux déjà énoncés dans une poursuite datant d'avril 2001, l'Association a cru bon de rappeler au nouveau ministre de l'Environnement le contexte particulier du

projet, ainsi que les impacts appréhendés par les résidents dans leur vie de tous les jours, advenant la réalisation.

Le projet de l'axe McConnell-Laramée prévoit la construction d'un « boulevard » à quatre voies de circulation d'un kilomètre de long en milieu urbain, qui sera prolongé par un tronçon autoroutier qui traversera le parc national de la Gatineau sur un peu plus de deux kilomètres. Les deux tronçons sont aussi controversés l'un que l'autre pour des raisons très différentes. En milieu urbain, l'autorisation du trafic lourd et les nuisances sonores dans les quartiers en bordure, posent des problèmes d'intégration qui semblent insolubles et auxquels le MTQ n'a toujours pas proposé de solution adéquate.

Le Conseil des ministres de l'ancien gouvernement péquiste a adopté à toute vapeur, en novembre 2001, un décret autorisant le lancement de ce projet du MTQ malgré deux rapports extrêmement défavorables recommandant rien de moins que sa mise au rancart. Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) a d'abord rabroué le MTQ dans un rapport publié en juillet 2001. Par la suite, un comité interministériel s'est penché sur ce même projet pour l'éreinter à son tour, en reprenant intégralement à son compte les critiques du BAPE.

**Prix et offres en vigueur du 1<sup>er</sup> au 4 mai 2003**



À vous de conquérir votre espace!



**Kyocera 5135**

- Petit, profilé et pliable
- Écran d'affichage bleu

**29\$\***



**SCH-n370 de Samsung**

- Technologie **1X** pour l'accès Internet et transmission de données à toute vitesse

**0\$\***

**4** jours seulement à votre magasin Espace Bell



**SPH-a460 de Samsung**

- Technologie **1X**
- 16 tonalités de sonneries pour un son plus réaliste
- Téléchargez sonneries et économiseurs d'écran

**129\$\*\***



**CDM-8500 d'Audiovox**

- Technologie **1X**, écran rétroéclairé avec 7 choix de couleurs

**49\$\***

CRÉDIT DE FACTURATION DE **50\$** compris dans les prix indiqués avec abonnement de 24 mois

**Solariums PANORAMA**  
LA QUALITÉ À PRIX IMBATTABLE



Structure En Aluminium  
Verre Sécuritaire  
Choix De Couleurs  
Structure Approuvée Par ingénieur  
Porte et Fenêtre De Qualité  
Style Unique Esthétique  
Installation Facile et Rapide  
Inclus structure en aluminium autoportante, verre teinté et trempé, 1 porte, 1 fenêtre et livret d'installation.

**Comparez Et Constatez**

PROFONDEUR	8 PIEDS	10 PIEDS	12 PIEDS
12 PIEDS LONG	4,340\$	4,991\$	5,534\$
14 PIEDS LONG	4,774\$	5,425\$	6,076\$
15 PIEDS LONG	4,883\$	5,642\$	6,293\$
17 PIEDS LONG	5,317\$	6,076\$	6,836\$

PRIX DÉFIANT TOUTE COMPÉTITION  
**FINANCEMENT DISPONIBLE**  
Visitez notre salle de montre  
4940 Chemin Bois-Franc,  
St-Laurent, Qc H4S 1A7  
514-335-6222 1-800-338-2575  
License R.B.Q. 1983-2179-28

**Club 402-HOMME®**  
Depuis 1977

Collection printemps-été  
**50%** et plus

**Costumes importés d'Italie** Rég. : 350\$ **Solde: 399\$**  
100% laine, tissus griffés

**Veston ou blazer importés d'Italie** Rég. : 695\$ **Solde: 299\$**  
100% laine, tissus griffés

**Pantalons importés d'Italie** Rég. : 250\$ **Solde: 99\$**  
100% laine

1118, rue Sainte-Catherine Ouest, Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h  
2e étage, Montréal QC H3B 1H5 Samedi de 10 h à 16 h  
Tous les soirs après 18 h  
Tél. : (514) 861-3636 Sur rendez-vous seulement

LA **grande** vente DE RÉNOVATION

Nous proposons des **rabais imbattables** de **30%\* à 70%\*** sur une sélection de bijoux de première qualité.

Bracelets à diamants, perles, bijoux en or 18 carats, bagues et boucles d'oreilles à diamants, montres de marques réputées et plus encore! Tout doit être liquidé\*.

BIJOUTERIE ITALIENNE

192, rue St-Zotique Est, 514.279.5585  
À l'est du boulevard Saint-Laurent

JEU 10h · 21h VEN 10h · 21h SAM 10h · 17h

SECTOR, TISSOT, MONTBLANC, RAYMOND WEIL, GOTA, SIMON CHANG, etc.

\*Certains articles sont au prix courant.

**3 JOURS SEULEMENT, 1<sup>er</sup>, 2 ET 3 MAI**

**Camping?**  
Laissez-vous tenter!



- Très grande salle d'exposition
- Choix incomparable de tentes
- À des prix d'entrepôt

**André Jac Sport**  
5520, boul. des Laurentides, Laval  
4 km au nord de la 440 / 6 km au sud de la 640  
(450) 622-2410 / Sans frais 1 800 997-2410

Passez au magasin Espace Bell le plus près.

Anjou Les Galeries d'Anjou (514) 353-0257	3699, boul. St-Jean (514) 626-8888	LaSalle Carrefour Angrignon (514) 364-3071	Centre Rockland (514) 340-1269	Pointe-Claire Fairview Pointe-Claire (514) 630-4992	St-Bruno-de-Montarville Les Promenades St-Bruno (450) 441-1535	St-Laurent La Place Vertu (514) 335-2355
Bellefleur Mall Montnach (450) 446-7176	Dorion-Vaudreuil 84, boul. Harwood (450) 424-1416	Laval 1655, boul. St-Martin Ouest (450) 680-1010	Les Ailes de la Mode (Kiosque) (514) 843-8458	Repentigny 309, rue Notre-Dame (450) 585-4455	Ste-Agathe-des-Monts 80A, boul. Moirin (819) 321-0265	St-Léonard 6050, boul. Métropolitain Est (514) 257-9292
Brossard Mall Champlain (450) 465-8759	Dorval Les Jardins Dorval (514) 631-1222	Carrefour Laval (450) 681-3344	Place Alexis-Nihon (514) 939-2439	Les Galeries Rivé-Nord (450) 657-4455	St-Eustache Place St-Eustache (450) 623-8500	Terrebonne Les Galeries Terrebonne (450) 964-7985
Châteauguay Centre régional Châteauguay (450) 691-7665	Drummondville 2265, boul. St-Joseph (819) 478-5178	Carrefour Laval (Kiosque) (450) 978-7133	Place Versailles (514) 353-8847	Rosemère 232, boul. Curé-Labelle (450) 979-3838	St-Hubert 5190, boul. Cousineau (450) 676-9919	Tracy 604, route Marie-Victorin (450) 746-7777
Coaticook 18, rue du Manège Pl. J.R. Lefebvre (819) 849-9997	Promenades Drummondville (819) 474-4433	Centre Laval (450) 680-2355	Plaza Côte-des-Neiges (514) 342-5444	Place Rosemère (450) 435-0024	3879, boul. Taschereau (450) 926-2020	Trois-Rivières 5691, boul. Jean-XXIII (819) 376-6849
Cowansville Domaine du Parc (450) 263-4444	Longueuil Place Longueuil (450) 679-4558	Montréal 5187, avenue Papineau (514) 526-2020	Tour Jean-Talon (Rec-de-chaussée) (514) 270-1155	Salaberry-de-Valleyfield Centre commercial Valleyfield (450) 377-1256	St-Hyacinthe Galeries St-Hyacinthe (450) 778-1749	Les Rivières 5691, boul. Jean-XXIII (819) 691-0482
Delson 5, route 132 (450) 635-9999	Gatineau Promenades de l'Outaouais (819) 246-2355	9280, boul. de l'Acadie (514) 385-0770	Montréal-Nord Place Bourassa (514) 323-2020	Sherbrooke 2700, rue King Ouest (819) 823-9994	St-Jean-sur-Richelieu 391, boul. Séminaire Nord (450) 348-5210	Victoriaville 567, boul. des Bois-Francis Sud (819) 357-7777
Dollard-des-Ormeaux 3352, boul. des Sources (514) 684-6846	Grandy Galeries de Grandy (450) 777-4058	3355, rue des Jockeys (514) 739-7777	Pointe-aux-Trembles 12530, rue Sherbrooke Est (514) 645-4455	Carrefour de l'Estrie (819) 565-1605	Carrefour Richelieu (450) 349-4400	La Grande Place des Bois-Francis (819) 357-5176
	Hull Galeries de Hull (819) 771-2716	892, rue Ste-Catherine Ouest (514) 866-6686		Sorel Les Promenades de Sorel (450) 742-6789	St-Jérôme Le Carrefour du Nord (450) 431-3926	
	Joliette Les Galeries Joliette (450) 755-5533					

Prix et offres en vigueur du 1<sup>er</sup> au 4 mai 2003. Détails en magasin. Sous réserve de certaines conditions et de prolongation, annulation ou modification sans préavis. Photos non contractuelles; le choix des téléphones peut varier selon le magasin. \*En vigueur pour les nouvelles activations avec abonnement de 24 mois ou plus à un forfait postpayé à 25\$/mois ou plus; taxes en sus, calculées avant le crédit. \*\*Après remise postale et crédit de facturation de 50\$ accordés avec abonnement de 24 mois; taxes en sus, calculées avant la remise et le crédit. Ne peut être jumelé à aucune autre offre.

1<sup>er</sup> mai 2003

De nouvelles normes du travail

# Les normes c'est **bon...** pour tout le monde!

Le 1<sup>er</sup> mai, de nouvelles dispositions aux normes du travail entrent en vigueur. Si vous êtes **salariés** ou **employeurs** assujettis aux normes du travail, ces changements à la Loi sur les normes du travail **vous concernent**. Ils remplacent ou modifient plusieurs dispositions de la loi relatives, entre autres, aux congés familiaux, au salaire, aux jours fériés, aux congés de maladie, au pourboire, aux vacances et aux recours. **Employeurs**, vous avez de nouvelles responsabilités! **Salariés**, vous avez de nouveaux droits!

Surveillez votre quotidien ou votre hebdo local. Vous y trouverez bientôt un encart spécial de la Commission des normes du travail vous renseignant sur les modifications à la loi.



Pour en connaître davantage dès maintenant, adressez-vous à la Commission des normes du travail.

[www.cnt.gouv.qc.ca](http://www.cnt.gouv.qc.ca)

Région de Montréal: (514) 873-7061

Ailleurs au Québec: 1 800 265-1414



Commission  
des normes  
du travail

Québec 

# Bush s'apprête à annoncer la fin des combats en Irak

JOONEED KHAN

LE PRÉSIDENT américain George W. Bush va annoncer aujourd'hui la fin des combats en Irak, mais pas la victoire, puisque l'occupation, qui ne sera pas « durable » a assuré hier le chef du Pentagone Donald Rumsfeld, est de plus en plus contestée par les Irakiens, au rythme de « bavures » qui font presque chaque jour des morts et des blessés parmi eux.

Premier haut responsable américain à se rendre à Bagdad depuis la chute du régime de Saddam Hussein, Rumsfeld a réaffirmé que la coalition américano-britannique n'avait « pas l'intention de prendre possession ni de diriger l'Irak ».

Le général espagnol Luis Feliu, 63 ans, représentant militaire de l'Espagne à l'OTAN, est pressenti pour les fonctions de vice-ministre de la Sécurité dans le « gouvernement d'occupation » américano-britannique en Irak, affirmait hier le quotidien *El País*.

S'adressant hier à une sous-commission du Sénat, le secrétaire d'État Colin Powell a confirmé que Washington étudie la possibilité d'appliquer aux Irakiens le système de redistribution de bénéfices pétroliers appliqué en Alaska : une partie des revenus tirés du pétrole est placée dans un « fonds permanent » ; en 2002, chaque résident d'Alaska a reçu environ 1500 dollars de ce fonds, selon les chiffres des autorités locales.

Par ailleurs, le président déchu Saddam Hussein appelait hier, dans un lettre manuscrite portant sa signature et publiée par un quotidien en arabe édité à Londres, les Irakiens à résister à « l'occupation » américaine.

Le message est daté du 28 avril, jour du 66<sup>e</sup> anniversaire de l'ancien président. Selon des sources proches de Saddam Hussein, citées par le journal, il s'agit bien de l'écri-



Jay Garner (à g.) et le secrétaire d'État américain à la Défense Donald Rumsfeld à l'aéroport international de Bagdad, hier.

ture et de la signature du président déchu.

À Beyrouth, une dizaine d'ONG libanaises ont tenu hier, dans le centre-ville, une veillée funèbre pour les victimes irakiennes, à l'occasion du 40<sup>e</sup> jour du début de l'invasion de l'Irak par les forces américano-britanniques.

Le dignitaire chiite libanais Mohammad Hussein Fadlallah a appelé, dans une interview, les Irakiens à « déstabiliser » les Américains, et s'est prononcé contre un système politique fédéral en Irak souhaité par les États-Unis.

« Les opérations majeures de combat sont terminées », dira Bush dans une allocution télévisée qu'il prononcera ce soir à 21 h à plusieurs centaines de milles au large de San Diego, en Californie, à bord de l'*USS Abraham Lincoln*, de retour du Golfe.

Selon la Maison-Blanche, il dira que « le peuple irakien jouit désormais de la liberté » et mettra l'accent sur le fait que les buts essentiels de la guerre lancée le 20 mars ont été atteints, dont le renversement de l'ex-président Saddam Hussein et du régime baassiste.

Le porte-parole Ari Fleischer a précisé que le discours ne « représenterait pas, d'un point de vue juridique, la fin des hostilités » en Irak. « Nous avons des forces qui continuent à essayer des tirs, et qui ripostent », selon Fleischer.

Il a ajouté que Bush allait relayer un message reçu mardi du commandant en chef des forces armées américaines en Irak, le général Tommy Franks, selon lequel « les opérations majeures de combat sont terminées, la phase suivante a commencé, celle de la reconstruction de l'Irak ».

Avec AP, AFP, CNN et MSNBC

# Un président hutu pour le Burundi

d'après AFP

BUJUMBURA — Domitien Ndayizeye, un Hutu, a succédé hier au sommet de l'État du Burundi, petit pays d'Afrique centrale déchiré depuis 1993 par une guerre civile, au président tutsi Pierre Buyoya, lors d'une alternance historique et sans heurt.

Dans son premier discours à la nation, peu après son investiture, le nouveau président s'est voulu « rassurant », s'engageant à tout faire « pour faire avancer le processus de paix » et à mettre « en avant une politique rassurante pour tous les Burundais ».

« Nous nous engageons à travailler étroitement avec le vice-président »,

Alphonse Marie Kadege, un Tutsi, qui vient d'être doté d'importants pouvoirs sur toutes les questions de sécurité et sur la réorganisation de l'armée, dominée par les Tutsis minoritaires (15 %).

Ndayizeye a remercié l'armée qui, selon lui, « a su résister aux diverses sollicitations qui tendaient à le détourner de sa mission et à l'entraîner vers la perturbation de la sécurité et le renversement des institutions nationales légales ».

Le nouveau chef de l'État a rappelé « à ceux qui ne croient pas à l'accord d'Arusha (signé en 2000 entre partis hutus et tutsis mais sans les principaux mouvements rebelles hutus) ou aux accords de

cessez-le-feu, qu'ils se trompent énormément ».

Président hutu ou pas, les mouvements rebelles hutus ont répété qu'ils poursuivaient leur combat, dirigé contre un « système » et non contre un homme ou une communauté.

Le plus important de ces mouvements, les Forces pour la défense de la démocratie (FDD), a toutefois promis mardi de ne plus se battre s'il n'est pas attaqué par l'armée.

Cette alternance était prévue dans l'accord d'Arusha, qui avait fixé une transition de trois ans au cours de laquelle la minorité tutsie, au pouvoir depuis l'indépendance en 1962, doit partager « équitablement » le pouvoir avec la majorité hutue.

Le major Buyoya, au pouvoir depuis 1996 à la suite d'un coup d'État, a présidé les 18 premiers mois de la transition, avec Ndayizeye comme vice-président. Le nouveau chef de l'État prend donc les rênes du pouvoir pour les 18 derniers mois de ce mandat.

Plusieurs personnalités ont exhorté les Burundais à poursuivre le processus de paix. Parmi elles figuraient l'ancien président sud-africain Nelson Mandela, le vice-président sud-africain Jacob Zuma, le président tanzanien Benjamin Mkapa, le vice-premier ministre belge et ministre des Affaires étrangères Louis Michel, et le président intérimaire de la Commission de l'Union africaine, Amara Essy.



Domitien Ndayizeye à la cérémonie de prestation de serment.

Photo AFP

la **Baie** encore plus

**La Baie, Carrefour Laval et Place Versailles le mardi 6 mai 2003 • 17 h à 21 h**

**PLACE À LA BEAUTÉ**

**gala beauté et bijoux PRINTEMPS 2003**

**AU PROGRAMME :**

- maquillages gratuits aux nouvelles couleurs printanières, offerts par nos artistes-maquilleurs
- primes avec achat à presque tous les comptoirs
- léger goûter

**GRANDS PRIX :**

- › un voyage pour deux personnes à Las Vegas incluant le vol et trois nuits d'hôtel à l'Imperial Palace ou au Bally's Hotel en occupation double;
- › un million de points Primes Hbc
- › plusieurs tirages de paniers de cosmétiques!

**BILLET: 10 \$ faites vite les quantités sont limitées!**

Un montant de 8 \$ sera déduit du premier achat de produits de beauté, fragrances ou bijoux de 25 \$ ou plus (avant taxes) de la journée.

La Baie remettra 2 \$ par billet vendu à Belle et bien dans sa peau.

**En vente aux rayons des cosmétiques et des bijoux, au (450) 687-1540 (Carrefour Laval) et au (514) 354-8470 (Place Versailles).**

Commandité par  
l'Association  
canadienne des  
cosmétiques,  
produits de  
toilette et parfums  
Belle et bien dans sa peau



| TURQUIE |

## Un violent séisme fait 150 morts et 300 blessés

Agence France-Presse

ANKARA — Cent cinquante personnes ont été tuées et plus de 300 blessées dans un séisme d'une magnitude de 6,4 sur l'échelle ouverte de Richter qui a secoué tôt ce matin la province turque de Bingol (Est), a indiqué le ministre turc du Logement Zeki Ergezen à la chaîne de télévision privée NTV.

Le ministre a signalé des dégâts considérables dans la province.

Cinquante des 135 élèves d'un internat d'une école primaire, coincés sous les débris de leur établissement qui s'est effondré après la secousse, ont été secourus, a indiqué l'agence semi-officielle Anatolie, citant le gouverneur adjoint de Bingol, Huseyin Oner. L'établissement, situé à Celtiksuyu, compte 225 élèves, selon l'agence.

Au moins sept bâtiments se sont effondrés dans le centre-ville de Bingol, selon NTV.

Le séisme, ressenti dans les provinces avoisinantes, s'est produit à 3 h 27 heure locale.

Plusieurs villages sont encore inaccessibles et l'électricité a été coupée.

Des militaires d'une garnison de l'armée située à Bingol participent aux travaux de secours, selon les médias.

Un grand mouvement de panique a été vécu après la secousse, des centaines de personnes se précipitant dans les rues, selon les images diffusées par les chaînes de télévision.

Le premier ministre Recep Tayyip Erdogan, accompagné de plusieurs de ses ministres, devrait se rendre dans la matinée dans la zone sinistrée où le croissant rouge turc a envoyé 500 tentes et des milliers de couvertures, précise NTV.

La Turquie est traversée de plusieurs lignes de failles actives, dont la ligne nord-anatolienne qui a causé la mort de plus de 20 000 personnes en août et novembre 1999 à l'est de la mer de Marmara.

Bingol est située sur la faille d'Anatolie orientale.

Le 22 mai 1971 un séisme d'une magnitude de 6,8 sur Richter avait fait quelque 900 morts dans cette province, selon Gulay Barbarosoglu, directrice de l'Institut sismologique d'Istanbul.

Une cinquantaine de répliques ont été enregistrées après la secousse initiale, a-t-elle dit sur NTV.

## ACTUALITÉS

La neuvième Conférence de Montréal, qui se tient la semaine prochaine, a pour thème « Innover dans un monde incertain ». Avec la guerre en Irak et l'épidémie de pneumonie atypique, entre autres, les organisateurs ont vu juste en établissant le programme de cette rencontre réunissant des dizaines de conférenciers de réputation internationale. La Conférence réunira 2000 participants, ce qui en fait le plus important forum économique des Amériques. En exclusivité, *La Presse* vous présente cette semaine une série d'entrevues avec quelques-uns des conférenciers invités.

| LUTTE CONTRE LE SIDA |

# « Les pays en développement ont besoin de 15 milliards par année »

— Stephen Lewis, envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU pour le VIH/sida en Afrique

TRISTAN PÉLOQUIN

Stephen Lewis, ex-politicien, ancien homme de communications et envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour le VIH/sida en Afrique, parcourt depuis des années les pays en développement pour trouver des solutions au fléau qui fauche des millions de personnes chaque année. Dans le cadre d'une conférence intitulée *Maladies sans frontières : Un combat économique ?*, il cherchera à comprendre pourquoi, malgré les promesses répétées par les pays riches, l'argent manque toujours si cruellement pour lutter contre le sida dans les pays en développement.



**Q LA PRESSE :** Après des années de lutte contre la propagation du sida en Afrique, la maladie continue ses ravages à un rythme fulgurant. Est-ce à dire que les stratégies de prévention ne fonctionnent pas vraiment ?

**R Stephen Lewis :** Absolument pas. Les stratégies de prévention sont de plus en plus efficaces, et la population y participe à un niveau tel que nous n'aurions jamais pu l'imaginer. J'arrive tout juste de Nairobi (Kenya), où j'ai visité les quartiers chauds de la ville, où se trouvent la plupart des prostituées. Je dois avouer que je n'ai jamais rencontré un groupe de femmes aussi énergiques et vivantes. Elles avaient toutes des condoms, elles chantaient des chansons et elles m'ont montré des pièces de théâtre qu'elles jouent dans les rues pour sensibiliser leurs concitoyens aux risques du sida. Ces femmes sont ahurissantes, elles sont motivées par quelque chose d' inexplicable et pourtant, plus de 60 % d'entre elles seront probablement mortes du sida d'ici quelques années. En Afrique, tout le monde, même le plus faible, est mobilisé pour lutter contre le sida, et c'est largement à cause du travail des ONG et de l'ONUSIDA.

**Q Quel est le problème alors ?**

**R** La réponse des gouvernements face au sida a toujours été minée par une insuffisance incroyable de ressources. Il faut savoir qu'en excluant tous les autres besoins en ma-

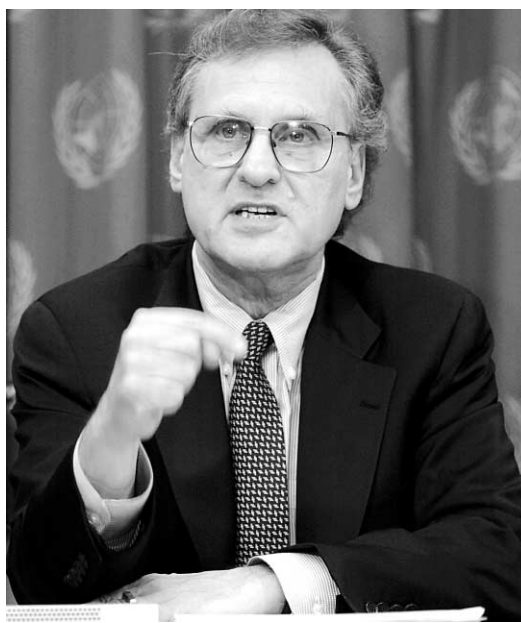
tière de santé, d'ici 2007, les pays en développement auront besoin de 15 milliards par année pour lutter décemment contre le sida. Quand on réalise que l'année dernière, ce ne sont que 3 milliards qui ont été dépensés par les gouvernements, on peut voir à quel point on est en retard. Et pourtant, 15 milliards est une très petite somme comparativement à ce qui a été dépensé pour la guerre en Irak.

À l'heure actuelle, le pire problème est plutôt au niveau des infrastructures. Dans la plupart des pays frappés par le sida, il y a un manque incroyable de ressources humaines pour faire face à cette pandémie. Des milliers d'infirmières, de médecins, de pharmaciens et de travailleurs sociaux sont eux-mêmes morts du sida, et personne ne les a remplacés. Dans la plupart des hôpitaux de l'Afrique subsaharienne, ce sont 60 % à 70 % des lits qui sont occupés par des sidéens et des tuberculeux.

**Q On a parfois l'impression que les compagnies pharmaceutiques, qui refusent de baisser le prix de leurs médicaments pour les pays pauvres, accaparent le gros du budget de la lutte contre le sida. N'est-ce pas une des problématiques auxquelles il faudrait trouver une solution ?**

**R** Le problème, aujourd'hui, n'émane pas tant des grosses compagnies pharmaceutiques. C'est vrai que leur refus, il y a deux ou trois ans, de baisser le prix de leurs médicaments a été pour les pays africains un problème terrible. Mais lorsque l'opinion publique mondiale s'est retournée contre ces entreprises, elles ont compris qu'elles venaient de faire une erreur stratégique monumentale. Maintenant, dans les pays africains, les médicaments non génériques coûtent tout au plus 300 \$ par personne (par année). Certains organismes comme Médecins sans frontières parviennent même à traiter les patients pour 250 \$ par année, comparativement aux 9000 \$ que coûtait la trithérapie au départ. C'est vrai que dans des pays où les gens ne gagnent même pas 1 \$ par jour, les traitements à 300 \$ sont prohibitifs, mais avec l'aide des pays développés, tout devient possible.

**Q Vous dites qu'il manque plusieurs milliards dans la caisse du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Qu'est-ce qui fait que les gou-**



Stephen Lewis

vernements ne s'impliquent pas autant que prévu ?

**R** Je dois admettre que je ne comprends pas pourquoi aucun des pays du G7 n'a jamais donné les ressources adéquates pour combattre efficacement le sida. Cela fait 20 ans que le sida se répand comme une traînée de poudre. Ils n'ont toujours pas compris. Pourtant, quand les politiciens se rendent dans les pays très affectés par le sida, qu'ils voient des cultures entières s'effondrer, ils se disent généralement qu'ils ont le pouvoir de faire quelque chose. Mais malheureusement, leurs démarches mènent très rarement à des mesures pragmatiques.

Par exemple, quand j'ai récemment participé à une commission parlementaire du Comité permanent des Affaires étrangères et du Commerce international sur la question du sida (en mars et avril), je me suis dit : « Voilà un groupe de parlementaires sérieux. Nous avons ici une discussion sérieuse sur un enjeu vital. Nous faisons du progrès. » J'avais l'impression de me trouver devant des députés convaincus, et je croyais ne pas perdre mon temps. Mais aujourd'hui, quelques mois plus tard, je n'ai vraiment pas l'impression que cette initiative aura vraiment des répercussions positives.

**Q Vous avez pourtant été député provincial en Ontario. Êtes-vous devenu cynique au point de ne plus croire en la politique ?**

**R** Je me rends compte qu'il y a un profond fossé entre ce que veulent les députés et ce que décident le premier ministre et le ministre des Finances, les seuls qui aient vraiment le pouvoir de décider. C'est la même chose aux États-Unis. Nous savions depuis longtemps que Colin Powell et Condoleezza Rice étaient soucieux des enjeux qui entourent le sida. Mais il a fallu attendre des dizaines de mois avant qu'une percée arrive de la Maison-Blanche (NDLR : le président George Bush a annoncé mardi, quelques heures après cette entrevue, une aide de 15 milliards sur cinq ans destinée à aider l'Afrique à lutter contre le sida). Ça a été long, mais ça s'est fait en touchant droit au cœur des politiciens.

**Q Comment, concrètement, se répercute ce manque d'argent sur la vie des personnes atteintes du sida ?**

**R** Au Kenya, le gouvernement vient de recevoir un chèque de 56 millions (étalé sur deux ans) du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Concrètement, cela représente 3000 personnes qui pourront être traitées convenablement, auxquelles il faut ajouter 7000 personnes qui sont déjà prises en charge par le secteur privé. Combien de kenyans sont admissibles à ce traitement ? Environ 200 000. Et ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres pour démontrer qu'il y a une immense différence entre ce que nous voulons faire et ce qui est fait.

**Q Avez-vous l'impression que le Canada peut jouer un rôle important au cours des prochaines années en ce qui a trait à la lutte contre le sida ?**

**R** Je n'ai pas l'impression que Jean Chrétien soit notre homme. Il s'est engagé publiquement à faire de l'aide à l'Afrique sa priorité lors du sommet du G8 à Kananaskis, en juin 2002, mais il a pris cette décision après avoir sabré sauvagement l'aide internationale pendant huit ans. Personne n'a fait plus de dommage que lui à ce niveau. Maintenant, il promet de réparer les pots cassés, mais il n'a plus le leadership nécessaire. Quant à Paul Marin, je préfère laisser la chance au coureur.

## Retrait des troupes américaines d'Arabie Saoudite

Un signal des États-Unis qui vise à pousser les Saoudiens sur la voie des réformes, selon les experts

ALEXANDRE SIROIS

OUSSAMA BEN LADEN et les islamistes fondamentalistes qui réclamaient depuis plusieurs années la fin de la présence militaire américaine en Arabie Saoudite n'auront pas prêché dans le désert. Leur vœu a été exaucé mardi. Or, selon les experts, il faut plutôt l'interpréter comme un signal des États-Unis visant à pousser les Saoudiens sur la voie des réformes.

La décision de retirer les forces américaines d'Arabie Saoudite aurait été prise par « consentement mutuel ». C'est ce qu'a affirmé l'influent secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, lors d'un point de presse en compagnie de son homologue saoudien, le sultan ben Abdel Aziz. Les soldats et l'équipement seront transférés d'ici l'été au Qatar.

« Cela ne signifie pas que nous leur avons demandé de partir ou que nos relations amicales ont été affectées », a renchéri le sultan ben Abdel Aziz, pour qui la fin des opérations de surveillance de la zone d'exclusion aérienne au sud de l'Irak a sonné le glas de la présence américaine.

Or, cette présence représentait un véritable problème politique pour le gouvernement saoudien. « Clairement, ça va donner au gouvernement d'Arabie Saoudite beaucoup plus de marge de manoeuvre. Le retrait des Américains, c'est un peu comme retirer une épine de la paume du gouvernement », a expliqué Marie-Joëlle Zahar, spécialiste du Moyen-Orient qui enseigne au département de science politique de l'Université de Montréal.

**Une terre sacrée**

L'opposition à cette présence



Le secrétaire d'État américain à la Défense Donald Rumsfeld (à droite), assis dans un salon de l'aéroport international Basra, écoutait hier attentivement le général britannique Robin Brimms l'informer de la situation en Irak. La veille, il avait annoncé la décision de retirer les forces américaines d'Arabie Saoudite.

s'est manifestée en premier lieu pour des raisons religieuses. « Le fait est que, techniquement, la présence de non-musulmans dans l'environnement des sites les plus sacrés de l'Islam, La Mecque et Médine, est prohibée », a indiqué Mme Zahar, ajoutant que la légitimité des autorités saoudiennes, à ce sujet, était en jeu.

En 1990, à la suite de l'invasion irakienne du Koweït, plus de 500 000 militaires américains ont été déployés en Arabie Saoudite.

L'Irak a été bouté hors du Koweït en 1991, mais les États-Unis ont conservé leur quartier général aérien pour la région en sol saoudien, comportant quelque 5000 soldats. S'y étaient ajoutés récemment environ 5000 autres soldats pour appuyer la seconde offensive américaine contre la dictature de Saddam Hussein.

Selon Mme Zahar, le retrait des militaires américains se veut effectivement un « échange de bons procédés » de la part des deux pays. Car les Américains trouvent

aussi leur compte. Notamment parce que le Qatar est un pays plus sécuritaire pour eux (24 soldats sont morts en Arabie Saoudite en 1995 et 1996 lors d'attentats terroristes) et plus libéral (on y trouve Al-Jazira).

**Les Saoudiens devront bouger**

Qui plus est, les États-Unis souhaitent fortement probablement envoyer un signal au gouvernement saoudien, a estimé Marcel Belleau, chercheur associé à la chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques

et diplomatiques de l'UQAM. « Les Américains démontrent au régime que sans le délaissier, ils peuvent un peu s'en passer. Jusqu'à maintenant c'était leur allié principal dans la région. Ils démontrent par ce déménagement que c'est toujours un allié important, que sur le plan pétrolier c'est un fournisseur important, mais commencent à donner le message qu'ils ont aussi d'autres sources. »

Rappelons que 15 des 19 terroristes qui ont détourné quatre avions de ligne américains le 11 septembre 2001 étaient des Saoudiens. Depuis, plusieurs voix se sont élevées aux États-Unis pour critiquer les liens cordiaux avec l'Arabie Saoudite. « Le retrait des troupes est un peu fait pour démontrer aux Saoudiens que s'ils veulent demeurer des partenaires principaux des Américains ils devront accentuer leur lutte antiterroriste », a dit M. Belleau.

Cela dit, le chercheur pense que l'initiative américaine pourrait néanmoins soulager le gouvernement saoudien, mais qu'elle risque également d'avoir l'effet inverse. « Ça peut être aussi interprété comme une faiblesse (du régime) si c'est vu comme étant le résultat d'une protestation. Il va falloir attendre un peu pour voir comment ça va être interprété par les différents groupes qui peuvent penser que s'ils continuent à protester, ils vont gagner d'autres choses. »

M. Zahar croit pour sa part que si changement il y a, les Saoudiens tenteront comme d'habitude de ménager la chèvre et le chou. « D'une part, répondre à certaines attentes de la part de ceux qui veulent avoir plus de libertés, a-t-elle prédit. Mais d'autre part, essayer de concilier les forces conservatrices. »

# Forum

## La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration  
 GUY CREVIER > Président et éditeur  
 PHILIPPE CANTIN > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 ÉRIC TROTTIER > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

## La patate chaude de M. Fournier



**MICHÈLE OUIMET**  
 michèle.ouimet@lapresse.ca

Le nouveau ministre des Affaires municipales, Jean-Marc Fournier, a hérité d'une grosse patate chaude : les défusions. Il devra piloter ce dossier explosif avec doigté et intelligence.

La situation est particulièrement délicate à Montréal. La ville connaît une paix linguistique depuis de nombreuses années, mais cette paix reste fragile et les défusions pourraient brasser l'eau qui dort. Il ne faut jamais perdre de vue que ce sont les ex-villes de banlieue riches et anglophones, comme Westmount, qui rêvent de recréer leur ancien fief.

Le maire de Montréal, Gérald Tremblay fait, lui aussi, face à un défi de taille : sauver sa ville. Il devra faire preuve de leadership et de fermeté pour convaincre les membres de son caucus — formé en grande partie d'anciens maires et conseillers de banlieue — de mettre une croix sur les défusions.

**Le gouvernement doit faire vite, sinon il peut causer un tort irréparable aux villes fusionnées.**

Gérald Tremblay est-il l'homme de la situation ? Peut-être. Ce n'est qu'un an après son élection qu'il a dit clairement — et clairement est un grand mot — qu'il était contre les défusions. Les journalistes ont dû le torturer à coups de questions pour lui arracher cette déclaration.

À force de se vouloir « rassembleur » et de fuir la confrontation, Gérald Tremblay finit par envoyer des signaux ambigus, troubles, et les Montréalais, confus, se demandent où il crèche. Ils cherchent, en vain, la vision qu'il a de cette ville. Rien à voir avec le panache d'un Jean-Paul L'Allier qui défend bec et ongles sa ville, Québec.

C'est d'ailleurs L'Allier qui occupait l'avant-scène lorsque les maires des villes fusionnées ont organisé une conférence de presse pendant la campagne électorale pour prévenir Jean Charest qu'il les trouverait sur son chemin lorsqu'il adopterait sa loi-cadre sur les défusions. Gérald Tremblay

était effacé. Pourtant, c'est lui qui a hérité de la plus grosse ville. Pas fort.

Gérald Tremblay est à la veille de lancer un appel d'offres pour dénicher une compagnie qui aura le mandat « d'accompagner la Ville dans son cheminement » et l'aider à élaborer des scénarios de décentralisation.

Une belle perte de temps et d'argent. Les politiciens sont-ils incapables d'élaborer leur propre vision et de dire : voici la ville que nous voulons ? Ont-ils vraiment besoin d'une compagnie qui leur tiendra la main ? Gérald Tremblay choisira-t-il encore une fois une firme qui enrobera son rapport dans un langage hermétique, parsemé de « chaînes de valeur » et autres machins fumeux ?

Le b.a.-ba de la survie de Montréal n'est pourtant pas compliqué. Gérald Tremblay doit réaliser une véritable décentralisation, clé de voûte de la réussite de cette nouvelle ville. Les arrondissements doivent détenir des pouvoirs réels.

Ils ne peuvent pas passer leur temps à frapper à la porte de Montréal chaque fois qu'ils veulent planter un clou, nettoyer des parcs, ouvrir des piscines ou garnir des bibliothèques. Montréal devra freiner ses élans centralisateurs.

Mais décentraliser ne veut pas dire abdiquer. Les ar-

rrondissements ne doivent pas obtenir le droit de taxer et d'emprunter. S'ils arrachent ce privilège, ils retrouveront leur bonne vieille indépendance et le dynamisme de la grande ville sera tué dans l'oeuf. On reviendra au statu quo ante où les 27 villes de l'île taxaient, empruntaient et envoyaient une contribution à la Communauté urbaine de Montréal pour payer les services communs, comme le transport et la police. Les anciennes villes passaient aussi beaucoup de temps à se chamailler.

Pendant que pro et antifusions s'affrontent, Montréal vit au ralenti. À quoi bon signer les négociations collectives avec les syndicats ou investir des sous pour unifier le système informatique si tout risque d'être à refaire dans quelques mois ? Le gouvernement doit faire vite, sinon il peut causer un tort irréparable aux villes fusionnées.

## D'abord être là



**ANDRÉ PRATTE**  
 apratte@lapresse.ca

La crise de la pneumonie atypique aura mis en évidence, une nouvelle fois, la première qualité des bons leaders : la présence. Tout commence là : en temps de crise, le leader sait précisément quand il lui faut être présent. Voire omniprésent.

Que reproche-t-on au premier ministre Jean Chrétien ? De ne pas avoir interrompu ses vacances pour prendre en main, personnellement, cette crise de santé publique. M. Chrétien s'est tenu au courant chaque jour, a protesté son bureau. Le problème, c'est que les Canadiens ne le VOYAIENT pas se tenir au courant. Pour être efficace, le leadership politique doit être visible.

Qu'a-t-on reproché au premier ministre ontarien, Ernie Eves ? La même chose : d'avoir laissé les responsables de la santé publique expliquer, rassurer, se défendre seuls face aux médias. La présence régulière de M. Eves devant les caméras aurait-elle changé quelque chose aux mesures prises par les autorités ontariennes ? Peut-être pas. Mais elle aurait MONTRÉ aux citoyens que le gouvernement prenait les choses au sérieux. Le fait qu'on voit maintenant M. Eves partout indique qu'il a compris le message. Mais c'est trop tard.

Les véritables leaders savent que s'ils tardent à monter sur scène, leurs gestes et leurs paroles seront non seulement inefficaces, mais taxés d'opportunisme. Ils auront beau manger 200 egg rolls, personne

n'en sera rassuré. Le premier mérite du maire de New York, Rudolph Giuliani, le 11 septembre 2001, c'est d'être tout de suite arrivé sur les lieux de la tragédie. D'autres auraient hésité, se seraient enfermés dans un quelconque centre de commandement. Ils auraient été meilleurs coordonnateurs, mais moins bons leaders.

D'abord, il faut être là. Cette présence rassure la population. Mais il y a plus. Si le plus haut responsable politique d'un ministère, ou d'un gouvernement, devient LE porte-parole, le message est plus simple, plus cohérent, plus efficace. Et il est certain que cette intervention publique et constante, au plus haut niveau, pousse les acteurs sur le terrain à redoubler d'efforts. Lorsque le maire Gérald Tremblay est arrivé sur les lieux du bris d'une conduite d'eau potable, sa présence a envoyé un message aux fonctionnaires : cet incident n'est pas une banale affaire de tuyau, mais une urgence publique.

Il faut être là. Mais cela ne suffit pas. Le maire de Toronto, Mel Lastman, a été très présent dans les médias après que l'OMS eut placé sa ville sur la liste noire. Mais il a dit tant de niaiseries qu'au lieu de rassurer les Torontois et les étrangers, il a fait honte aux premiers et fait rire aux larmes les seconds. Un bon leader sait de quoi il parle. Il sait quoi dire, quand le dire et comment le dire.

Bref, le leadership en temps de crise n'est pas une chose simple. Il exige des politiciens instinct et intelligence. Surtout, il exige d'eux qu'ils soient constamment sensibles aux préoccupations des gens. Des gens qui veulent être rassurés. Qui exigent que quelqu'un mène. Et qui ne sont pas sois.

## PIERRE PARADIS EXCLU DU CONSEIL DES MINISTRES



Serge.Chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

### LA BOÎTE AUX LETTRES

## Déficit : qui dit vrai ?



Pauline Marois

### Un classique de la politique

LES LIBÉRAUX manquent d'originalité dans leurs accusations. C'est devenu une coutume d'inventer des manques à gagner d'une administration précédente pour se faire une bonne presse en début de mandat. De plus, tous savent, et surtout les firmes comptables, qu'il est courant de gonfler artificiellement les déficits en début de mandat pour se donner des marges de manoeuvre pour la suite de ce dernier. Je suis déçu de constater que ce nouveau gouvernement est encore prisonnier des vieilles habitudes de petite politique. Le gouvernement précédent sera aussi sûrement tenté de nier leurs promesses en invoquant une situation plus grave que celle escomptée... Un autre classique de la politique.

JEAN-FRANÇOIS GAGNÉ

### Surpris ?

FAUT-IL vraiment s'étonner de découvrir par le rapport Breton que le PQ avait soigneusement caché à la population un manque

à gagner de plusieurs milliards dans son dernier budget ? En vérité, rien n'était à l'épreuve de ce parti aujourd'hui relégué aux banquettes de l'opposition. Le temps de la rhétorique séparatiste et des falsifications budgétaires est heureusement révolu.

Il faut se réjouir du fait qu'il y a maintenant au pouvoir un gouvernement provincial qui se chargera de rétablir la situation pour le plus grand bien des Québécois. L'essor renouvelé que connaîtra le Québec aura, je crois, un impact très positif sur l'ensemble du Canada tant au point de vue économique que social.

MARTIN DUPUIS  
 Edmonton, Alberta

### À qui faire confiance ?

M. CHAREST a réussi à se trouver un moyen pour ne pas respecter ses engagements faits durant la campagne électorale, engagements avec lesquels il a réussi à convaincre les gens de le porter au pouvoir. Les quatre prochaines années vont être longues. J'espère que la population va s'en souvenir ! Après cela, les politiciens vont se demander pourquoi la population en a ras le bol d'eux. À qui faire confiance ?

PIERRE DURAND

### Toute la vérité

QU'ON TROUVE une personne crédible et qu'on fasse une « enquête » sérieuse pour que toute la population sache si oui ou non il y avait un trou de 4 milliards dans le dernier budget Marois...

Il faut que la vérité soit faite sur



Jean Charest

cette affaire pour le bien de tout le monde. Et s'il y avait des coupables... qu'ils soient connus du public.

A. D. LÉGER

### Mieux vaut en rire...

PLUS ÇA CHANGE, plus c'est pareil ! Chaque nouveau gouvernement trouve toujours à blâmer l'ancien et cherche ainsi à échapper à ses engagements électoraux...

Mieux vaut en rire qu'en pleurer...

CLAUDE CARRIER  
 Montréal

### Génant !

C'EST VRAIMENT gênant de se faire compter des mensonges en pleine face par un gouvernement qui parle de déficit zéro et de présenter des budgets erronés de la sorte. Pas surprenant qu'il se soit fait sortir.

CLÉMENT LUSSIER

## Star Académie, mythe ou réalité ?

N'EST-IL PAS à craindre que ces concours comme *Star Académie* et *MixMania* donnent aux jeunes l'impression que le succès est une simple question d'opportunisme et de chance ? Certes, chaque époque voit passer ses vedettes instantanées, mais chaque fois restent seulement les artistes qui travaillent avec acharnement pour perfectionner leur art. Même si Céline Dion a commencé très jeune, elle n'est pas parvenue au sommet du jour au lendemain. Ce n'est pas en quelques semaines, mais en années que sa carrière se mesure. Et il en va de même dans toutes les professions. Le drame de bien des jeunes qui décrochent aujourd'hui, c'est qu'on a négligé de leur apprendre que, dans la maxime « Si tu veux, tu peux », il y a généralement beaucoup de travail entré

le « veux » et le « peux ». Pour ne pas troubler l'innocence de leur jeunesse, on les laisse croire à la réussite magique.

Pourquoi se forcer ? Il suffit d'être au bon endroit au bon moment... Mais la réalité les rejoint inévitablement et beaucoup n'ont pas le courage de rattraper le temps perdu, quand c'est encore possible. Les centres d'accueil sont bondés de jeunes que notre société a échappés en cours de route. « Ma vie m'appartient... Je ne dois rien à personne », disait l'une des chansons les plus populaires de *MixMania* à son très très jeune public. Intéressant message...

JEAN BERTRAND  
 Saint-Jérôme

### Écrivez-nous

La Presse reçoit avec plaisir le courrier de ses lecteurs. Compte tenu du grand nombre de lettres que nous recevons, il nous faut privilégier les textes courts (moins de 200 mots). De plus, nous nous réservons le droit d'élaguer tout texte que nous publions. Le courrier électronique est le moyen le plus simple de nous joindre : forum@lapresse.ca. On peut aussi utiliser la poste conventionnelle : Forum, La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, Québec H2Y 1K9. Enfin, nos lecteurs peuvent consulter notre Boîte aux lettres interactive, à [www.cyberpresse.ca/lettres](http://www.cyberpresse.ca/lettres).

## Forum

## L'arme politique de la religion



JEAN-C. HÉBERT  
L'auteur est avocat.

EN DÉBUT d'année, dans son discours à la nation, George W. Bush affirmait que la « liberté que nous vénérions n'est pas le cadeau de l'Amérique au monde, c'est le cadeau de Dieu à l'humanité ». Pour lui, les Évangiles sont des « mots de vérité ». Lors d'une réunion annuelle à Washington pour célébrer la prière, le président américain marquait l'importance du culte religieux pour l'exercice de son importante fonction : « Je prie pour avoir de la force, je prie pour être conseillé et je prie pour offrir mes remerciements à un Dieu généreux et tout-puissant. »

La clé de voûte de son credo politique réside dans la promotion de la liberté religieuse. Selon cette théorie, reliée aux autres droits fondamentaux, la liberté de religion garantit le progrès de la démocratie. La stabilité sociale et le progrès économique en découlent. En prime, la liberté religieuse serait un puissant antidote contre le terrorisme. Grâce à cet élixir de l'âme, la persécution et la violence religieuses perdront leur justification ! Cette stupéfiante rhétorique émane du Bureau de la démocratie et des droits humains du Département d'État américain dans son dernier rapport (2002).

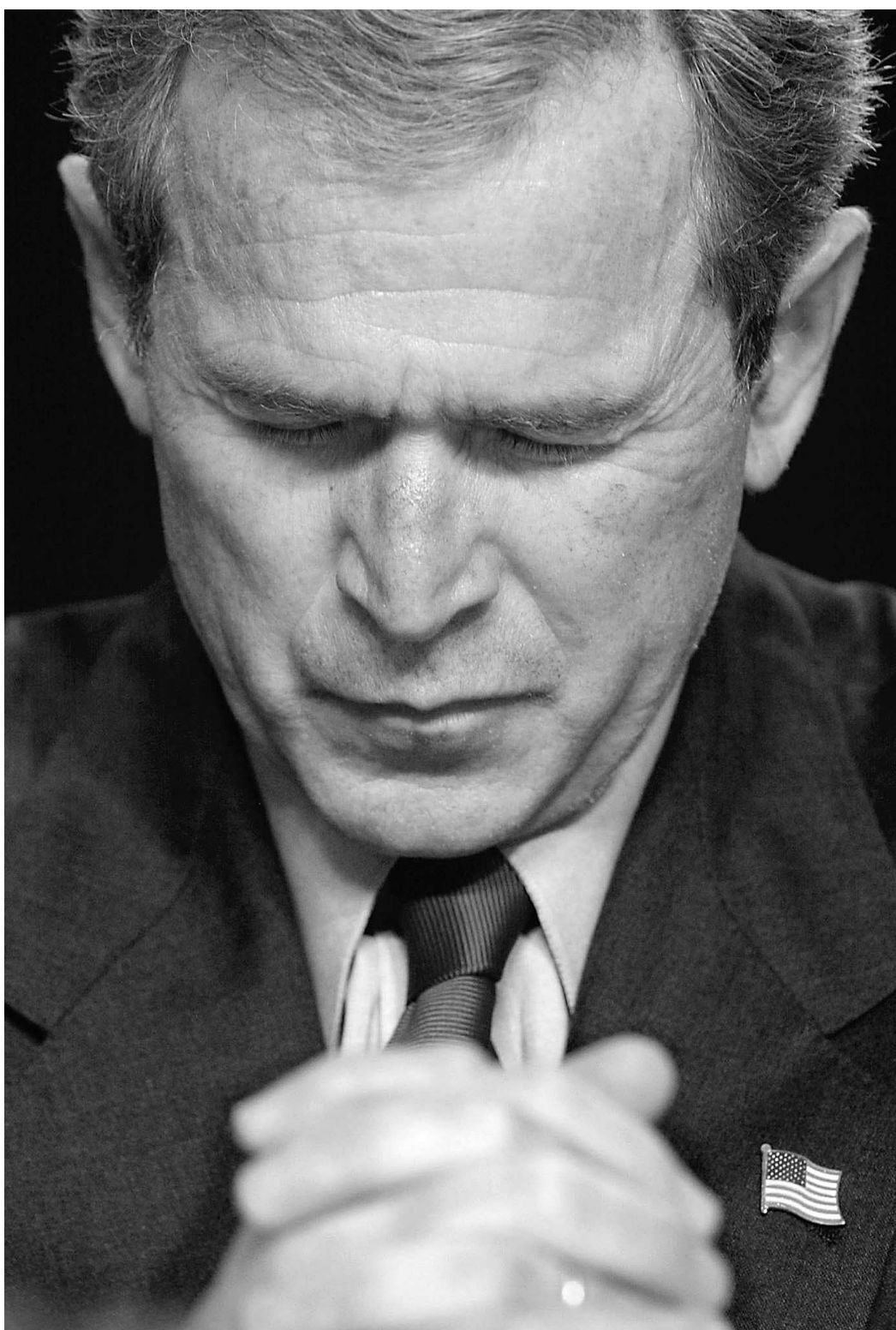
## Le messianisme politique

Pour dissiper le cauchemar, inutile d'espérer qu'un président mal-élu soit battu aux prochaines élections. Depuis longtemps, la classe politique américaine semble pénétrée d'un profond sentiment de religiosité. Sous la présidence de Bill Clinton, le Congrès américain adopta plusieurs mesures favorables à la liberté de culte. Par le jeu des subventions ou d'exemptions fiscales, d'innombrables institutions ou organisations à coloration religieuse en profitent. Prônant l'œcuménisme religieux de la nation américaine, le président Clinton, en 1993, considérait la liberté religieuse comme la plus précieuse de toutes les libertés. Il ajouta que la religion est indispensable à la démocratie.

En 1998, le président démocrate s'activa fébrilement à faire adopter par un Congrès unanime une importante loi : International Religious Freedom Act. Dirigé par un ambassadeur itinérant et plénipotentiaire, un organisme spécial (Office pour la liberté religieuse internationale), pratique une nouvelle forme d'inquisition religieuse au nom de la promotion des droits humains. Désormais, l'Administration américaine doit impérativement défendre la liberté de religion à travers le monde. Bien sûr, le modèle référent de liberté religieuse est américain. Tout le secteur des affaires extérieures et du commerce international est désormais intégré dans cette matrice religieuse. Celle loi confère au président le pouvoir exclusif (immunisé de révision judiciaire) de prendre les mesures nécessaires contre les pays déviants. Ça peut être une intervention diplomatique, une dénonciation publique et, dans les cas lourds d'égarement, des sanctions économiques. Tel un virus, le messianisme politique américain prolifère.

## Le Canada : premier de classe

Chaque année, l'organisme censeur du Département d'État publie le bulletin de conformité ou de déviance des différents pays. Le préambule de la Charte canadienne des droits et libertés dispose que notre pays est fondé sur des principes reconnaissant la suprématie de Dieu et la primauté du droit. L'énumération des libertés fondamentales garanties par notre constitution débute par la mention de la liberté de conscience et de religion. Cette réalité n'a pas échappé aux inquisiteurs américains, non plus que notre tradition de tolérance dans un contexte de pluralisme ethnique et religieux. Le Canada se mérite donc la meilleure note d'appréciation. Voilà un *satisfecit* dont peut s'enorgueillir Jean Chrétien !



George W. Bush : « Je prie pour avoir de la force, je prie pour être conseillé et je prie pour offrir mes remerciements à un Dieu généreux et tout-puissant. »

Du côté de la vieille Europe, faut-il s'en étonner (!), la France et l'Allemagne se font régulièrement tancer, tout autant que la Chine et d'autres pays communistes. En 1997, Madeleine Albright, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, dénonçait sans ménagement l'attitude des autorités allemandes face au contrôle d'activités subi par l'Église de scientologie. En réaction à l'inquiétude suscitée par certaines sectes (notamment les suicides ou assassinats liés à l'Ordre du Temple solaire en Suisse et au Québec), la France s'est dotée d'une loi réprimant la manipulation mentale et l'exploitation de la dépendance psychologique ou psychique. Les scientologues étant constamment en délicatesse avec la justice française, l'Administration américaine appréhende une dérive antireligieuse sur le territoire de l'Hexagone.

## Une arme politique

Le président Clinton a connu l'échec dans sa campagne de promotion des droits humains en liant ceux-ci au commerce international. L'économie américaine ne pouvait certes pas renoncer à de juteux contrats au nom des droits de l'homme ! Un changement de cap s'imposait. Le nouveau messia-

nisme politique américain passe désormais par la dissémination des valeurs religieuses. Celles-ci s'arment à la matrice américaine de liberté de croyance et de culte. Fort de son hégémonie mondiale, le gouvernement Bush s'efforce d'influencer la politique des autres nations en utilisant un nouveau cheval de Troie. Parfois source de tensions ethniques et de passions guerrières, voilà que la religion devient une arme politique.

La montée en puissance de l'islam risque fort de chambouler les valeurs religieuses américaines greffées à la notion de démocratie.

Au choix des armes, le pari est risqué. La montée en puissance de l'islam dans certaines parties du monde risque fort de chambouler les valeurs religieuses américaines greffées unilatéralement à la notion de démocratie. Les rapports entre la religion et la démocratie sont toujours complexes et souvent contradictoires. Il est acquis que, respectant le principe de la séparation de l'Église et de l'État, certaines valeurs religieuses peuvent rejoindre les normes de la société civile. Cependant, la religion peut également servir à sacraliser l'ordre civil. À la limite, il peut s'ensuivre une superposition des pouvoirs spirituel et temporel. Un regard circulaire sur le monde ne fait voir rien de rassurant lorsqu'un régime politique bascule dans la théocratie.

## LYSIANE GAGNON

lgagnon@lapresse.ca



## Un vent de changement

Un Conseil des ministres plus petit, plus jeune et plus féminin, rempli de nouveaux visages, portant l'empreinte d'un premier ministre qui est manifestement résolu à changer beaucoup de choses... et qui, pour ce faire, n'a pas hésité à froisser la sensibilité de plusieurs vétérans de l'ère Bourassa.

Dix-sept des 25 nouveaux ministres, incluant le premier d'entre eux, ont moins de 50 ans.

Trois sur quatre sont entrés en politique après l'arrivée de Jean Charest au PLQ, et les titulaires des deux plus gros ministères, la Santé et l'Éducation, n'ont aucune expérience politique (mais Philippe Couillard et Pierre Reid ont de l'expérience à revendre dans leurs secteurs respectifs).

Le tiers des ministres sont des femmes — un record... et c'est l'une d'entre elles qui pilotera la mission la plus importante du nouveau régime.

Les électeurs voulaient du changement. Ils en auront !

La nomination de Monique Jérôme-Forget au Conseil du Trésor, ce qui en fait le numéro trois du gouvernement, n'aura surpris que ceux qui ne la connaissent pas.

Dieu sait pourquoi, plusieurs observateurs, en construisant « leur » Conseil des ministres, l'envoiaient aux Relations internationales, un ministère très secondaire depuis que la souveraineté n'est plus au programme. Cela aurait été un gros gaspillage de talent.

M<sup>me</sup> Jérôme-Forget, qui est l'épouse de l'ancien ministre libéral Claude Forget, a une feuille de route impressionnante. Docteur en psychologie, elle a été notamment directrice d'un CLSC, sous-ministre adjointe de la Santé à Ottawa, vice-rectrice de l'Université Concordia, PDG de la CSST et présidente de l'Institut de recherche en politiques publiques, une « think tank » universitaire. Elle aurait pu diriger n'importe quel ministère, mais celui dont elle hérite est particulièrement important, puisqu'elle sera, comme le disait M. Charest, « l'architecte du renouvellement de l'État du Québec ».

Le Conseil du Trésor aura donc à sa tête une femme non seulement remarquablement intelligente, mais débordante d'énergie, et dotée de la rare capacité d'exercer l'autorité sans états d'âme. À 62 ans, M<sup>me</sup> Jérôme-Forget n'a pas d'avenir politique à planifier ; elle pourra d'autant plus facilement dire « non » à ses collègues trop gourmands et aux syndicats du secteur public qui le sont encore plus.

Autre excellente nomination, celle de Jean-Marc Fournier aux Affaires municipales. M. Fournier a une solide expérience politique ; il a été impeccable comme critique de l'opposition en matière constitutionnelle et dans la santé ; il a les qualités intellectuelles et diplomatiques requises pour aborder l'épineux dossier des « défusions ».

Au très ambitieux Yves Séguin, M. Charest a accordé ce qu'il voulait — les Finances —, mais c'est un demi-cadeau, qui n'a plus rien à voir avec l'empire que s'étaient constitués Landry et les Marois. C'est une astucieuse décision, car M. Séguin, qui a tendance à parler plus vite que son ombre, devait effectivement être encadré.

Ce n'est pas par hasard que le ministère de l'Industrie et Commerce a été rebaptisé ministère du Développement régional. Le PLQ entend réduire les subventions aux entreprises et laisser plus de place au marché. Message clair : ce n'est pas au gouvernement de régir l'industrie et le commerce...

En revanche, cet accent sur le développement régional permettra au gouvernement Charest de s'implanter dans les comtés francophones où le PLQ a encore des gains à faire. Son titulaire, Michel Audet, part avec deux atouts : ancien sous-ministre, il connaît bien l'administration publique ; et en tant qu'ex-président de la Fédération des chambres de commerce du Québec, il a des antennes dans toute la province.

Autre bonne nouvelle : la promotion de jeunes députés de talent, de Claude Béchard (33 ans) à cette bande de jeunes femmes entreprenantes — les Line Beauchamp, Nathalie Normandeau, Michelle Courchesne, Julie Boulet et Carole Théberge, sans oublier Françoise Gauthier, l'avocate qui a arraché Jonquière au PQ et qui devient la première ministre de l'Agriculture de l'histoire du Québec.

Les choix de M. Charest du côté non francophone sont moins heureux. Lawrence Bergman (Revenu) ne s'est jamais particulièrement distingué à l'Assemblée nationale, alors que l'excellent Christos Sirros a été ignoré, de même que les Kelley, Copeman et Williams, qui auraient été des ministres plus dynamiques.

La nomination de M. Bergman a cependant ceci de bon qu'elle ramène un représentant de la communauté juive au Conseil des ministres. Détail intéressant, il siègera à côté d'un ministre d'origine arabe, Sam Hamad (Ressources naturelles), autre recrue prometteuse de la nouvelle équipe.

Pour être vraiment fidèle à ses promesses, M. Charest, qui entend réduire la taille de l'État, aurait dû accoucher d'un Conseil encore plus réduit. La Sécurité publique, le Travail, la Réforme des institutions et le Revenu auraient pu être greffés à d'autres ministères. Et quel besoin a-t-on de ministres délégués à la Famille, à la Forêt ou au Développement économique ? Évidemment, il y avait les impératifs régionaux... Il reste que la France (60 millions d'habitants) a quatre ministres de moins que le Québec !

## Traitements palliatifs pour un grand malade



RAYNALD RIOUX  
L'auteur est médecin et directeur médical, MedExpert inc.

C'EST SANS une privatisation partielle des services médicaux que le nouveau gouvernement libéral a choisi de s'atteler à la tâche de remettre le réseau de la santé sur ses rails. Nous lui souhaitons bonne chance. Les données de l'équation à résoudre sont connues : il y a présentement trop de demandes et pas assez de ressources humaines et financières.

La privatisation de l'acte médical ayant été (provisoirement) écartée, je soumetts que la solution doit passer par des mesures visant à augmenter les ressources disponibles, d'une part, mais aussi à réduire la demande. Dans le cadre actuel, le meilleur espoir d'amélioration réside en des interventions visant tous les paramètres de l'équation.

L'injection d'argent neuf sera ainsi nécessaire mais insuffisante à moyen terme, compte tenu de l'explosion prévisible de la demande générée par le vieillissement des baby-boomers et de la diminution de la capacité de travail des professionnels actuels, eux aussi des « boomers ». Il faudra réduire

à la plus simple expression possible les dépenses d'opération du réseau, en commençant par l'abolition des régies régionales ou une grande réduction de leur nombre, cela n'étant que la première d'une série de mesures de réduction des dépenses administratives. Le rôle des CLSC en tant que fournisseurs de services médicaux devrait carrément, dans bien des endroits, être aboli : il y a longtemps que preuve a été faite de leur inefficacité en la matière. Puisque ces bêtes ont l'oreille du ministère et que leur disparition n'est pas pour demain, j'estime qu'il serait nettement plus rentable de consolider leur rôle d'organismes et pourvoyeurs de services pour le soutien à domicile et de leur confier des responsabilités accrues en matière de prévention, dans ce dernier cas à partir de programmes réalistes et à grand impact.

Il faut revoir et réduire le panier des services assurés par l'État. Il ne fait aucun sens, et ce n'est qu'un exemple parmi d'autres, que des millions soient facturés annuellement à la RAMQ et à l'assurance-médicaments pour la prise chronique d'anxiolytiques de type benzodiazépine, alors que leur seul effet après un usage de plus de quelques semaines est d'entretenir une dépendance.

## Ticket modérateur

Il faut mettre un frein à la multiplication des consultations médicales inutiles engen-

drée par le bar ouvert actuel des soins de santé. À une époque où les médecins factureraient à la RAMQ par voie électronique, il serait aisé de mettre sur pied une version moderne du ticket modérateur, non pas appliqué mur à mur, mais basé sur le profil de l'utilisateur. L'idée de faire payer les abuseurs, à partir d'un système de points de démerite, relève du gros bon sens.

Il nous faut obtenir, dès maintenant, une plus grande productivité de la part de nos professionnels de la santé. Un ajustement de leur rémunération, visiblement nécessaire au Québec, et une réduction du nombre de consultations inutiles devraient figurer immédiatement parmi les mesures ayant pour objet d'obtenir plus de leur part.

Pour des résultats à moyen terme, il faut dès maintenant réviser les critères de sélection des futurs médecins. L'importance accordée aux résultats académiques devra être réduite et priorité devra être faite aux candidat(e)s présentant certains traits de personnalité, dont l'ambition et le désir de travailler.

La mise en place de toutes ces mesures devrait permettre d'améliorer provisoirement la situation.

Dans quelques années, lorsque nous aurons collectivement réalisé que l'État ne saurait suffire, car cela est incontournable, le débat sur une privatisation partielle et contrôlée des services médicaux aura progressé.

# Le Parti national écossais courtise les électeurs avec une approche étagée

ISABELLE HACHEY

ÉDIMBOURG — Alan Tweedie aurait sans doute préféré être ailleurs. À la mosquée centrale d'Édimbourg, le candidat travailliste a beau supplier une audience hostile d'« oublier l'Irak une minute », et promettre de s'attaquer à la « culture du racisme » qui pourrait selon lui la société écossaise. Rien n'y fait. Ici, c'est le lointain pays blessé qui occupe les esprits. Et la colère gronde contre le Labour de Tony Blair le va-t-en-guerre.

« En général, le Parti travailliste récolte 90 % des votes des musulmans en Écosse », dit Abdul Ibrahim, qui appelle au boycott du parti, aujourd'hui, à l'occasion du scrutin qui établira le second Parlement d'Édimbourg. « Nous suggérons de voter, cette fois, pour le Parti national écossais (SNP). D'abord parce qu'il s'est prononcé contre la guerre, mais aussi parce qu'il est le mieux placé pour battre le Labour. »

Que le SNP prône la sécession de l'Écosse du reste du Royaume-Uni ne trouble guère Abdul Ibrahim. La question semble même le surprendre. « L'indépendance ? Pourquoi pas ? Après tout, je suis écossais. Pour moi, ça ne fait pas de différence », dit-il avec un haussement d'épaules.

Le candidat du SNP pour Édimbourg-Centre, Kevin Pringle, est visiblement ravi. Même si cet appui reflète bien davantage un vote

de protestation contre la politique étrangère de Westminster qu'un soudain élan nationaliste de la part de la communauté musulmane d'Édimbourg. « Le tartan écossais a plusieurs couleurs, dit-il. Notre approche, aussi, est inclusive. »

Kevin Pringle, 35 ans, c'est le nouveau SNP. En 10 ans, la formation marginale de nostalgiques en kilt, suspecte en raison de ses forts sentiments anti-anglais, s'est remodelée en parti respectable, préoccupé par l'état de l'économie et des services publics. Et suffisamment crédible aux yeux des électeurs écossais pour avoir formé, depuis quatre ans, l'opposition officielle au Parlement semi-autonome d'Édimbourg, inauguré en 1999.

## « Le PQ a manqué le bateau »

S'il n'a pas renoncé à son rêve d'indépendance, le SNP a choisi d'adopter l'approche étagée : une fois porté au pouvoir, promet-il, le parti tiendra un référendum sur la souveraineté écossaise. Si une majorité dit « oui », le SNP de John Swinney, un conseiller financier peu charismatique, s'engage à négocier la séparation. La politique, calquée sur celle du Parti québécois, a enragé les « fondamentalistes », qui se sentent trahis par la « mollesse » du parti. Désormais, pestent-ils, les Écossais devront voter deux fois avant d'obtenir leur république.

Souverainiste de la première heure, Margo McDonald a claqué la porte du SNP après 40 ans de

militantisme. Elle se présente en tant que candidate indépendante. « La souveraineté a toujours été la raison d'être du SNP, dit-elle. Il faut en faire continuellement la promotion, même au prix de ne jamais goûter au pouvoir. Si on n'en parle pas, l'enjeu disparaîtra de la scène politique. L'approche graduelle, c'est celle du Parti québécois. Et tout le monde sait que le PQ a manqué le bateau. »

« Pour les nationalistes écossais, l'expérience du PQ, c'est un peu un scénario cauchemar », constate Nicola McEwen, politologue à l'Université d'Édimbourg. « Ils ne veulent surtout pas tenir des référendums à la chaîne... et les perdre. » Et ils craignent que les Écossais ne fassent le calcul politique d'installer leur Braveheart au Parlement d'Édimbourg, (où ce dernier pourra utiliser la menace de la séparation pour extraire un maximum de concessions à Londres), tout en restant sagement au sein du royaume de Sa Majesté...

Les nationalistes n'ont pourtant pas d'autre option, estime M. Pringle. « Tout le monde sait que le SNP veut l'indépendance, mais le peuple doit avoir l'opportunité de choisir, et une simple élection n'est pas appropriée pour résoudre un enjeu constitutionnel de cette importance, dit-il. Les électeurs ont toutes sortes de raisons pour choisir un parti : l'indépendance, mais aussi la santé, l'éducation, l'économie. Pour clarifier l'enjeu, un référendum est essentiel. »

Mais tout porte à croire que ce ne sera pas pour demain. Les derniers sondages indiquent un net recul du SNP, derrière le Parti travailliste du premier ministre Jack McConnell. Et ce, malgré quatre années turbulentes pour le gouvernement sortant, secoué par des allégations de corruption, d'incompétence et de mauvaise gestion. L'appui à l'indépendance, non plus, n'a pas augmenté. Malgré le changement de cap du SNP, la proportion de souverainistes se maintient à un peu plus de 25 %.

« Même si le SNP fait mieux que prévu, et même s'il tient un référendum, il devra encore le gagner ! Or, les sondages montrent que l'appui à l'indépendance est presque aussi faible que celui de l'adhésion à la monnaie unique européenne », dit John Curtice, politologue à l'Université Strathclyde.

« La plus forte carte du SNP, c'est celle de se présenter comme le parti de l'Écosse, de réclamer plus de pouvoirs pour le Parlement d'Édimbourg, sans trop se compromettre sur la question de l'indépendance », estime M. Curtice. « Par exemple, le Parlement écossais n'a pas le pouvoir de lever des impôts. Il peut décider comment dépenser l'argent public, mais le budget est fixé d'avance par Westminster. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que tous les partis promettent un peu de tout, sans avoir à en fixer le prix. Le problème, c'est que cela n'offre pas un choix très varié aux électeurs. »

## Irlande du Nord : Gerry Adams ne convainc pas

d'après AFP

BELFAST — De nouvelles déclarations de Gerry Adams assurant que l'IRA (Armée républicaine irlandaise) entend respecter le processus de paix n'ont pas suffi hier à convaincre Londres, Dublin et les dirigeants protestants de rétablir le gouvernement nord-irlandais.

« L'IRA est déterminée à s'assurer qu'elle ne se livrera à aucune activité qui risque de nuire de quelque façon que ce soit au processus de paix ou aux accords du Vendredi saint » de 1998, a précisé à la presse le président du Sinn Féin, l'aile politique de l'IRA.

Il reste fort peu de temps aux dirigeants nord-irlandais pour résoudre leur différend avant les élections à l'Assemblée semi-autonome de Belfast, fixées au 29 mai, qui pourraient être fatales pour les accords de paix signés il y a cinq ans.

La semaine dernière, le premier ministre britannique Tony Blair avait appelé l'IRA à « clarifier » sa position sur « trois questions fondamentales » : la mise hors d'usage de la totalité de son arsenal, le renoncement définitif à la lutte armée, et la fin de ses activités paramilitaires (trafic d'armes, expéditions punitives, espionnage).

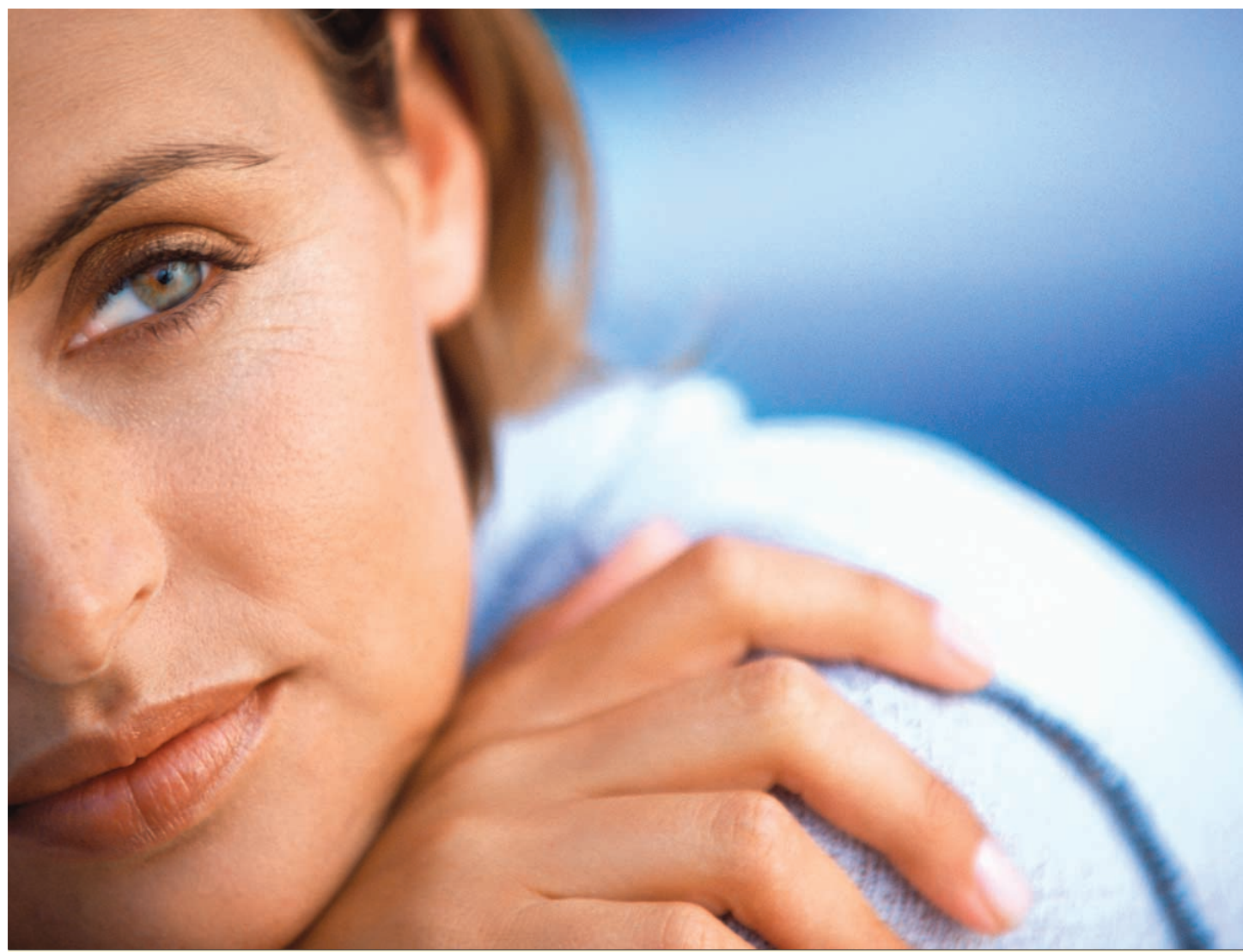
Des porte-paroles britannique et irlandais ont confié hier que la nouvelle déclaration d'Adams ne constituait pas une réponse claire à la question posée par le gouvernement sur la fin des activités paramilitaires. De son côté, le chef du principal parti protestant David Trimble quittait hier le bureau de Tony Blair, déçu devant le manque de certitude de la position affichée par ses ennemis d'hier.

Dans le même temps, les partis nord-irlandais ont commencé leur campagne pour les élections à l'Assemblée locale, suspendue depuis octobre par Londres après l'arrestation de membres du Sinn Féin, accusés d'espionnage.

Un ancien policier nord-irlandais a été arrêté hier dans une affaire d'écoute téléphonique de négociations sensibles entre le Sinn Féin et le gouvernement britannique.

Martin McGuinness, n° 2 du Sinn Féin, a demandé des explications à Londres sur des allégations parues dans la presse assurant que les conversations entre son parti et le bureau de Tony Blair étaient sur écoute.

## Un bon taux hypothécaire, c'est bien. Mais il y a plus...



SAVOIR DONNER UNE VUE D'ENSEMBLE

Si vous cherchez une hypothèque, vous devriez vous poser les questions qui suivent. RBC Banque Royale® répond « oui » à chacune d'elles, de sorte que vous avez le loisir de vous créer une hypothèque qui répond à vos besoins. Parce qu'une bonne hypothèque doit offrir plus qu'un bon taux.

- Est-ce que mon taux réduit s'applique à toute la durée de mon terme hypothécaire ou seulement à la période de lancement ?
- Puis-je combiner les offres de remise en argent et de réduction de taux ?
- Puis-je obtenir un taux avantageux sans négocier, quel que soit le terme ?
- Les modalités de paiement sont-elles souples et puis-je reporter un paiement ?
- Puis-je utiliser la valeur nette de ma propriété pour réduire les intérêts sur d'autres emprunts ?
- Mon hypothèque me suivra-t-elle si je déménage ?
- Est-ce qu'un conseiller en prêts hypothécaires peut venir me rencontrer même les soirs et les week-ends ?

Les meilleurs taux offerts<sup>1</sup> par RBC Banque Royale

6 mois : 4,50 %	4 ans : 5,19 %	5 ans : 5,54 %	7 ans : 5,99 %
-----------------	----------------	----------------	----------------

Pour vous renseigner au sujet de l'hypothèque qui vous convient, appelez au 1-877-ROYAL® 7-0 (1 877 769-2570) ou consultez [www.rbcbanqueroyle.com/hypothèque](http://www.rbcbanqueroyle.com/hypothèque).

**RBC Banque Royale**

Une société membre de RBC Groupe Financier

**L'INSTITUT DE YOGA ET DE MÉDITATION**  
COURS CONTINUS & ATELIERS DE YOGA  
PROGRAMME DE FORMATION ET DE CERTIFICATION DE PROFESSEURS DE YOGA

(514) 843-YOGA(9642)

**Reproduction de meubles d'époque** (sur mesure)

Armoire audio-vidéo  
Mobilier de salle à manger et de chambre.  
Lampes et accessoires

**L'Atelier des Compagnons** | **Basilières**  
1269, rue Van Horne, Outremont | 436, rue Victoria, St-Lambert  
(514) 277-5772 | (450) 465-8647

**LOTO QUÉBEC** Résultats  
TVA, le réseau des tirages

**Tirage du 2003-04-30**

1 <sup>er</sup> numéro	2 <sup>e</sup> numéro	3 <sup>e</sup> numéro
787029	553125	685555
25 000 \$ décomposable	50 000 \$ décomposable	100 000 \$ décomposable

Numéros «Télé»

582908 912410 548961  
non décomposable non décomposable non décomposable

**649** Tirage du 2003-04-30

06 07 19 29 43 47  
Complémentaire: (24)

**49** Tirage du 2003-04-30

17 25 26 30 31 37  
Complémentaire: (27)

**649** Tirage du 2003-04-30

01 10 13 15 16 18 21 24 25 29  
30 32 37 40 43 47 50 51 61 68

**Quattro** Tirage du 2003-04-30

3 4 NUMÉRO  
177 4754 245390

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

**CHASSE TRESORS** LE VENDREDI À 19 h ET EN REPRISE LE DIMANCHE À 16 h 30, SUR LE RÉSEAU TQS

© Marque déposée de la Banque Royale du Canada. <sup>TM</sup> Marque de commerce de la Banque Royale du Canada. RBC et Banque Royale sont des marques déposées de la Banque Royale du Canada. Les allégations ci-haut s'appliquent aux hypothèques résidentielles seulement et sont assujetties aux critères de prêts de la Banque Royale du Canada. Sous réserve de certaines conditions. 1. Les taux illustrés pour le terme applicable constituent le meilleur taux de la Banque Royale du Canada, établi selon les promotions présentement offertes au grand public. Ces taux représentent des taux spéciaux réduits, susceptibles d'être modifiés et différents des taux affichés de la Banque Royale du Canada. Cette offre peut être modifiée, retirée ou prolongée en tout temps sans préavis. Ne peut être jumelée à d'autres réductions de taux, offres ou promotions. Le taux annuel en pourcentage (TAP) est établi d'après une hypothèque de 100 000 \$ sur le terme indiqué, en supposant certains coûts d'emprunt (tels que les frais d'évaluation). S'il n'y a aucun coût d'emprunt, le TAP et le taux d'intérêt annuel seront identiques. 6 mois : TAP de 4,83 %, 4 ans : TAP de 5,23 %, 5 ans : TAP de 5,57 %, 7 ans : TAP de 6,01 %.